

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Iran : le régime contesté par une révolte populaire p.1



- Catalogne : la crise politique et ses racines
- Le scandale des maisons de retraite
- Arabie saoudite : les ambitions régionales d'un pilier de l'impérialisme
- Afrique du Sud : l'État capitaliste accaparé... par les capitalistes

Au sommaire de ce numéro

Iran: le régime contesté par une révolte populaire	1
Catalogne: la crise politique et ses racines	6
Le scandale des maisons de retraite	14
Arabie saoudite: les ambitions régionales d'un pilier de l'impérialisme	19
Afrique du Sud: l'État capitaliste accaparé... par les capitalistes	26

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Iran : le régime contesté par une révolte populaire

L'Iran est secoué par une vague de manifestations contre la vie chère, le chômage, la corruption et plus généralement contre le régime. Pendant quelques jours, à partir du 28 décembre, partie de Machhad, la deuxième ville du pays, la révolte s'est rapidement propagée à une quarantaine de villes, parfois très petites. Des milliers de jeunes, de chômeurs, de travailleurs et de retraités ont fait face aux forces de répression et s'en sont pris violemment aux commissariats, à des bâtiments publics et à des centres religieux. Si, face à la répression et la terreur qu'utilise le régime, le mouvement semble marquer le pas au moment où nous écrivons, cette contestation, populaire et qui semble profonde, est une menace sérieuse pour les mollahs, au pouvoir depuis près de quarante ans.

Ironie de l'histoire, ce sont les dirigeants religieux ultra-conservateurs de Machhad, notamment Ebrahim Raisi, candidat malheureux contre Hassan Rohani à l'élection présidentielle de mai 2017 et dirigeant de la très riche fondation religieuse Astan-e Qods, qui ont encouragé involontairement la contestation. Voulant déstabiliser Rohani, ils ont organisé une première manifestation contre la vie chère. Ils ont été dépassés par son succès. Ce qui ne devait être qu'un épisode dans le conflit entre les réformateurs et les conservateurs au pouvoir a débouché sur la plus importante contestation populaire de ces dernières années.

UNE RÉVOLTE POPULAIRE

Ce n'est pas la première fois que la république islamique est confrontée à des mouvements de protestation. En 2009, des millions de gens, appartenant essentiellement aux classes moyennes, à la petite bour-

geoisie urbaine de Téhéran, avaient manifesté pendant des semaines contre la réélection frauduleuse de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad. Ils soutenaient le candidat réformateur Moussavi, dont ils espéraient des réformes, un assouplissement de la dictature et plus de liberté. La répression et la violence des milices du régime, les bassidjis, avaient alors brisé ce mouvement dit vert. Ahmadinejad avait pu s'appuyer sur un certain soutien des déshérités auxquels sa démagogie s'adressait. Il avait promis d'offrir à chaque famille une part de la rente pétrolière.

Ce qui se passe aujourd'hui semble bien différent. La contestation vient des classes les plus populaires, de ceux qui ont pu dans le passé soutenir le régime. Le soir après le travail, des salariés, des travailleurs au chômage, des jeunes se sont rassemblés, sans mot d'ordre ni organisation, dans le centre de dizaines de villes pour crier leur colère.

LES RAISONS DE LA COLÈRE : LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Les raisons immédiates de la colère sont la hausse importante (plus de 40%) du prix de produits de consommation courante, dont les œufs, que les familles populaires mangent souvent faute de pouvoir s'acheter de la viande, l'augmentation du prix de l'essence et la fin annoncée des subventions mensuelles versées aux plus démunis. C'est le résultat de l'austérité prévue pour le budget 2018 par le gouvernement du président réformateur Rohani, une politique qui vise à réduire la part destinée aux classes populaires dans le budget de l'État.

La misère, l'exploitation et les inégalités grandissantes nourrissent un sentiment d'injustice contenu depuis bien longtemps, ce qui explique pourquoi le mouvement s'est étendu aussi rapidement à tout le pays. Le problème essentiel est le chômage : il touche plus de 12% de

Iran : le régime contesté par une révolte populaire



Des ouvriers du textile de Qaemshahr réunis devant le conseil municipal pour exiger le paiement de leurs salaires, le 2 janvier 2018.

la population active et, d'après les statistiques officielles, il est de 28,8 % pour les jeunes. Autant dire que l'espoir de trouver un travail est faible, particulièrement dans les petites villes de province.

Les salaires, rongés par une inflation importante (de l'ordre de 10 % par an), sont faibles. Le salaire moyen d'un fonctionnaire est de l'ordre de 350 euros, et le salaire minimum proche de 215 euros. Pour des millions de travailleurs, il est impossible de vivre avec un seul travail, il faut cumuler deux, voire trois activités. Il faut se battre pour tout. C'est ainsi que depuis plus d'un an, dans des rassemblements, des salariés, des ouvriers, des enseignants réclament tout simplement le versement de leurs salaires: il n'est pas rare que les patrons et les administrations suspendent les versements. L'agence de presse ILNA (liée aux syndicats) a ainsi relaté la lutte de plusieurs centaines d'employés du secteur pétrolier sur le site de South Pars contre les retards de paiement ou contre les conditions de logement indignes. Même les petits épargnants ont dû se mobiliser ces derniers mois pour récupérer leurs économies après la faillite de nombreuses banques locales.

L'élection de Rohani en 2013, puis sa réélection en 2017, avaient suscité des espoirs. Il prétendait dans sa campagne que sa politique d'ouverture vis-à-vis des grandes puissances permettrait au bout du compte de créer des emplois. La fin des sanctions économiques et les investissements étrangers devaient assurer un développement économique. Or, depuis la signature de l'accord sur le contrôle du nucléaire iranien en 2015, suivi de la levée des sanctions économiques, rien ne s'est concrétisé.

CONTRE LES PRIVILÉGIÉS DU RÉGIME

Le sentiment d'injustice est profond et ne date pas d'aujourd'hui. Si l'économie stagne, si les classes populaires se débattent dans les difficultés, ce n'est pas seulement à cause de l'embargo sévère imposé par les États-Unis. Tout le monde constate l'enrichissement cynique des dignitaires du régime et de leurs familles, qui profitent de la rente pétrolière, du contrôle des importations, et accaparent les biens de l'État. La presse a fait état l'année dernière des salaires mirobolants de certains dirigeants du secteur public ou des banques, supérieurs à 50 000 euros par mois.

D'une manière générale, dans les rues ou dans les queues des magasins, l'idée que ceux qui dirigent, ministres, hauts fonctionnaires, religieux, sont des voleurs, s'exprime ouvertement depuis des mois. La population pauvre ne supporte plus les avantages d'une petite caste, ses passe-droits, le clientélisme, le fait que bien des dignitaires ne paient pas d'impôt, ou rarement. Elle ne supporte plus les privilèges des « fils de ».

Plusieurs événements récents ont accru ce rejet des dignitaires du régime. Le 12 novembre 2017, le tremblement de terre dans la région de Kermanshah a fait près de 600 morts et des dizaines de milliers de sinistrés. Tout le monde a pu constater l'inertie du pouvoir, son indifférence au sort des plus pauvres. Seul le vaste élan de solidarité, largement spontané, qui a touché le pays a pallié l'incurie des pouvoirs publics. En décembre, dans le cadre des rivalités entre les différentes fractions du régime, le président Hassan Rohani a publié des détails du budget sur les largesses de l'État au profit des institutions religieuses. Tout le monde a pu

lire dans la presse, commenter les sommes colossales dont disposaient les religieux: près de 40 % du budget de l'État.

Non seulement les institutions religieuses, leurs écoles et les centres de pèlerinages possèdent des propriétés importantes, des terres, des hôtels, des sociétés, mais les dignitaires religieux, qui s'enrichissent à travers leur fonctionnement, refusent de payer des impôts et profitent de subventions colossales versées par l'État. Alors que pauvres et chômeurs sont dépouillés de leurs aides, subissent de plein fouet l'augmentation des prix des denrées de base, de l'essence, cela a choqué. C'est pourquoi la contestation, qui a démarré par des revendications économiques et la dénonciation des conditions de vie, a rapidement pris un caractère politique radical, avec des slogans ouvertement hostiles aux dignitaires du régime, qu'ils se disent réformateurs ou conservateurs.

Les manifestants de décembre s'en sont pris non seulement à des centres religieux mais aussi au guide de la révolution, l'ayatollah Khamenei, celui qui concentre la réalité du pouvoir. « *À bas le dictateur!* »: voilà un des slogans scandés dans les affrontements de décembre. Jusque-là épargné par les critiques populaires, le clergé dispose de privilèges qui apparaissent comme intolérables, ce qui est nouveau. Pour ces jeunes en colère, pour les travailleurs révoltés, les dirigeants de la république islamique ne sont plus que des vieillards rétrogrades, corrompus et vénaux.

La publication dans la presse, en décembre, de la part du budget englouti dans les forces armées et les interventions étrangères menées par les gardiens de la révolution (pasdaran), en Syrie, au Liban et en Irak, a aussi scandalisé l'opinion publique. En même temps qu'il

annonçait une politique d'austérité, le président Rohani a annoncé une augmentation de 20% du budget des armées pour l'année 2018. Les manifestants ont arraché et piétiné le portrait du général des pasdaran, Ghassem Soleimaneï, présenté comme un héros national car il a dirigé les opérations extérieures de l'Iran. Ils ont scandé des slogans contre le Hezbollah libanais, dont le dirigeant Hassan Nasrallah s'est prévalu des largesses accordées par l'Iran, et contre le coût de ces interventions militaires. À travers ces manifestations, des milliers de jeunes, d'ouvriers, de pauvres ont dit ce qu'ils avaient sur le cœur : leur haine du régime, des religieux au pouvoir et des privilégiés. Et ce rejet des privilégiés au pouvoir semble toucher même des gens jusqu'à dévoués au régime, comme ces membres des bassidjis, ces milices qui recrutaient parmi les pauvres, que l'on peut voir brûler démonstrativement leur carte d'adhérent, sur de multiples vidéos qui circulent sur Internet.

Le mythe d'une république islamique attentive au sort des plus pauvres est usé. Le pouvoir théocratique, ses institutions, ses milices apparaissent aux yeux d'un certain nombre d'exploités comme un pouvoir dictatorial, défendant une caste privilégiée et imposant à la population, aux travailleurs, aux femmes un carcan moyenâgeux.

Mohammad Ali Jafari, le chef des gardiens de la révolution, principale force de répression, a affirmé que le nombre de manifestants hostiles au régime « n'a pas dépassé les 15 000 sur l'ensemble du pays ». Cela signifie qu'ils étaient bien plus nombreux, peut-être dix fois plus. Cela peut paraître peu, dans un pays de 82 millions d'habitants. Mais manifester en Iran, où faire grève et descendre dans la rue peuvent coûter la vie,

demande une grande détermination. Les quelques dizaines de milliers de pauvres qui ont osé dire ce qu'ils pensaient nous en apprennent plus sur la conscience des travailleurs que ces dizaines de milliers de manifestants convoqués par le pouvoir islamique à partir du 2 janvier, pour soutenir le régime aux cris de : « *Nous offrons à notre guide le sang qui coule dans nos veines.* »

LE REJET DE TOUS LES REPRÉSENTANTS DU POUVOIR

Les fractions conservatrices du régime ou des proches de l'ancien président Ahmadinejad, au pouvoir de 2005 à 2013, ont cru pouvoir s'appuyer sur le mécontentement populaire, dans leurs rivalités contre Rohani et son clan. Mais tous les représentants du pouvoir, toutes les fractions partagent le même discrédit. Rohani et les réformateurs parce qu'ils défendent une politique d'austérité contre les classes populaires, parce qu'ils forment également des clans, des familles multimillionnaires ; les conservateurs, pour les privilèges exorbitants qu'ils défendent bec et ongles, et parce qu'ils imposent un carcan réactionnaire sur tous les aspects de la société, dirigé en particulier contre les femmes.

Face à cette vague, après quelques hésitations, réformateurs et conservateurs ont fait bloc. Les proches de Rohani ont très vite mis en garde les conservateurs, désignés comme « *ceux qui semblent être derrière l'affaire* », et les ont avertis « *qu'ils devraient subir aussi les conséquences du feu qu'ils allument. Ils pensent ainsi viser le gouvernement, mais si le courant social démarre et si le mouvement politique le suit dans la rue, il les dépassera.* » Constatant qu'ils étaient en effet complètement dépassés, les uns et les autres

ont appuyé la répression qui a été brutale, avec 23 morts recensés et plus de 3 700 arrestations selon les chiffres des mollahs eux-mêmes.

Si Jafari a décrété « *la fin de la sédition* » et si les médias occidentaux relaient cette idée d'un retour au calme, cela relève d'abord de la méthode Coué. Les informations qui circulent à travers les réseaux sociaux, par exemple au moyen du système Telegram, malgré la censure, semblent montrer que la contestation n'est pas terminée. On peut voir des jeunes lancer des cailloux contre les voitures de propagande des mollahs envoyées diffuser des *Allah akbar* (Allah est grand) pour détourner la colère. Dans plusieurs villes, l'enterrement des victimes de la répression s'est transformé en manifestation. Des rassemblements assez massifs se tiennent devant les prisons, en particulier celle d'Evin à Téhéran, à la fois pour exiger la libération des manifestants arrêtés et pour dénoncer la torture sur les prisonniers. Les dirigeants de certains syndicats indépendants, comme Jafar Azimzadeh, ont lancé le 2 janvier des appels à une grève qui semble avoir démarré dans le secteur pétrolier au sud-ouest du pays, en particulier à Assalouyeh. Le proche avenir dira si la grève démarre réellement et s'étend à d'autres secteurs, et plus généralement si la contestation marque le pas ou non. C'est en tout cas avec ses armes de classe, dont la grève, et par son rôle irremplaçable dans le fonctionnement de toute l'économie, que la classe ouvrière iranienne, nombreuse et relativement concentrée, peut combattre le régime et faire avancer ses revendications.

Quoi qu'il en soit, si le régime a réagi si vite et si brutalement, c'est qu'il a vu le danger. Ses dignitaires se savent incapables de résoudre les problèmes économiques de la population. Ils

savent, parce qu'ils ont vécu la révolution de 1979, qu'il y a en Iran des millions de travailleurs, d'ouvriers, de pauvres, d'exploités qui représentent une force sociale capable demain de balayer le régime et ses sbires.

Si quelques dizaines de milliers de travailleurs et d'exploités suscitent la peur des mollahs, ils doivent inspirer un espoir et une confiance dans l'avenir à tous ceux qui, en Iran ou dans le monde, aspirent aux transformations sociales et à la chute de cette dictature. Mais pour que cet espoir se concrétise, il sera vital que ceux qui ont commencé à se révolter ne laissent pas telle ou telle force politique s'exprimer en leur nom pour prendre la tête de leur mobilisation. Pour cela, les travailleurs doivent mettre en avant leurs propres revendications, leurs propres objectifs politiques au nom de tous les exploités du pays, et surtout mettre en place leurs propres organismes pour garder le contrôle de leur révolte et la diriger jusqu'au bout. Cela suppose que des militants, des travailleurs, des jeunes, des intellectuels en fassent leur politique.

Aucun des fléaux que dénoncent les manifestants, la vie chère, le chômage de masse, le pillage de l'économie par les possédants, ne sera résolu par un changement des rapports de force au sein du régime des mollahs ou par le remplacement de Rohani par tel ou tel autre. La chute de la république islamique représenterait incontestablement un immense espoir pour les opprimés, mais elle ne suffirait pas, en elle-même, à mettre un terme à leur exploitation. En particulier, si la chute du régime des mollahs était suivie du retour de Reza Pahlavi, le fils de l'ancien chah, dont les partisans s'activent en coulisse et font acclamer le



Une carte de Bassidji avec les textes «Mort à Khamenei» et «Khamenei criminel et suceur de sang».

nom dans les manifestations en cours.

Les classes populaires iraniennes ne peuvent certainement pas compter sur les grandes puissances pour les aider à faire tomber ce régime. Les médias comme les dirigeants occidentaux ont souligné l'absence de direction politique et de porte-parole visibles à cette contestation. Et cela les inquiète. Autant en 2009 ils avaient montré de l'empathie pour les manifestants qui dénonçaient Ahmadinejad et plaçaient leur espoir dans les réformateurs du régime, autant aujourd'hui ils sont prudents. À l'instar de Macron, les dirigeants européens ont lancé des appels à Rohani pour qu'il restaure le dialogue social et, au fond, qu'il reprenne le contrôle de la situation. Le prétendu réformateur Rohani est un bon interlocuteur pour les capitalistes européens, à commencer par les compagnies pétrolières Total, Shell ou BP.

Trump, de son côté, a semblé explicitement souhaiter la chute du régime en twittant : «Les régimes d'oppression ne peuvent durer éternellement»

et en dénonçant «la corruption du régime qui dilapide de la richesse nationale pour financer le terrorisme à l'étranger». Le même, se faisant l'avocat des compagnies pétrolières américaines qui craignent la concurrence du pétrole iranien en cas de levée définitive des sanctions économiques, menace depuis plusieurs mois de remettre en cause l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien. Les intérêts des impérialistes européens et américains ne sont pas exactement identiques en Iran. Pour autant, si les États-Unis sont hostiles à la république islamique depuis son instauration en 1979, ils ont su s'en accommoder à la fois comme puissance régionale et comme appareil de répression contre son propre peuple. Si la révolte actuelle, ou la prochaine, devait s'approfondir jusqu'à faire tomber le régime des mollahs, les impérialistes américains comme européens mettraient en œuvre tous leurs moyens pour tenter de la remplacer par un régime respectueux de l'ordre social comme de leur ordre mondial.

11 janvier 2018



Catalogne: la crise politique et ses racines

En dissolvant le Parlement catalan, le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, espérait reprendre la main en Catalogne grâce à de nouvelles élections régionales. Il répondait ainsi à la proclamation d'indépendance annoncée le 27 octobre par Carles Puigdemont, l'ancien président de la Généralité, le pouvoir régional catalan, juste après avoir organisé un référendum sur le sujet le 1^{er} octobre dernier.

Lors de ce scrutin régional, organisé le 21 décembre 2017, en ne récoltant que 4% des voix et trois sièges, le Parti populaire (PP) de Rajoy a pris une claque. Mais ces élections n'en donnent pas moins la victoire aux droites nationalistes, reflétant ainsi une évolution réactionnaire, avec une population de Catalogne qui se divise entre deux blocs de même importance, celui des partisans de l'indépendance catalane et celui des partisans du maintien de la Catalogne dans l'État espagnol.

Plus de 82% des électeurs se sont déplacés le 21 décembre. Et ce sont des partis bourgeois de droite et nationalistes, catalans ou espagnols, qui ont raflé la mise. Arrivé en tête, Ciudadanos, un parti de centre-droit, domine désormais le camp anti-indépendantiste dans le Parlement catalan, ayant siphonné une grande partie des voix du PP. Il est suivi par le regroupement Junts x Cat (Ensemble pour la Catalogne) de Carles Puigdemont, puis par ses alliés de centre-gauche de la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), pour le camp indépendantiste.

Si celui-ci peut prétendre avoir formellement une majorité de députés à l'assemblée régionale

de Catalogne, en additionnant à ceux de Puigdemont et de l'ERC, les quatre élus des Candidatures d'unité populaire (CUP), parti de l'extrême gauche indépendantiste, aucune coalition gouvernementale n'a pu encore se constituer.

Il est bien difficile de prévoir quelles alliances pourront se nouer. Mais une chose est sûre: les dirigeants qui, de part et d'autre, peuvent prétendre à la

tête du Parlement catalan sont tous des ennemis des travailleurs. Et, alors que le patronat espagnol est à l'offensive contre la classe ouvrière dans tout le pays, ce n'est qu'en se mobilisant sur le terrain de leurs intérêts de classe que les travailleurs pourront répondre aux coups qui leur sont portés. Les démagogues nationalistes de tous les bords ne pourront que les diviser et les entraîner dans des impasses.



Pour revenir sur les manœuvres de ces dirigeants nationalistes qui ont accompagné et exacerbé l'évolution réactionnaire actuelle, ainsi que sur les racines anciennes des nationalismes en Espagne, nous adaptons des extraits d'un article du dernier numéro de la revue Lucha de clase (décembre 2017) éditée par nos camarades espagnols de Voz obrera.

L'actualité politique espagnole est marquée par les crispations nationalistes autour du processus indépendantiste catalan. Le nationalisme, dans sa variante catalane ou espagnole, est une idéologie bourgeoise qui cherche à rassembler la population autour de revendications territoriales et de la souveraineté nationale. Pour cette raison – et nous le disons sans nier le droit à l'autodétermination de la population catalane – la classe ouvrière n'a rien à gagner dans cette revendication, car les siennes se situent sur le terrain de la lutte contre l'exploitation capitaliste et contre la bourgeoisie.

En Catalogne, avec ou sans l'indépendance, la réalité sera la même pour les femmes et les hommes de la classe ouvrière : l'exploitation par les patrons, le chômage et la précarité. Le problème est le même à l'échelle de tout le pays et, en fait, du monde entier. Les travailleuses et les travailleurs doivent sortir de ce piège nationaliste qui n'est qu'un poison s'insinuant dans nos têtes pour nous diviser et ainsi faire le jeu de la bourgeoisie.

Dans le contexte de la profonde crise économique et sociale qui dure depuis dix ans, le conflit catalan est l'expression déformée du mécontentement populaire. Celui-ci s'est exprimé à travers le souverainisme régional ; les nationalistes, ceux de Catalogne et du reste de l'Espagne, ont tout fait pour l'orienter, par des manœuvres, vers

un autre terrain que celui de l'affrontement entre les classes sociales. Les catalanistes de la Généralité sont ainsi parvenus à faire oublier leur propre politique d'austérité dirigée contre la classe ouvrière, en canalisant l'indignation à leur profit. Il s'ensuit une polarisation de la société catalane en deux camps, avec dans le reste du pays un soutien relativement unanime aux mesures de Rajoy, explicitement soutenu par le dirigeant du Parti socialiste (PSOE), Pedro Sanchez, et celui du centre-droit, Albert Rivera. Des deux côtés, on dissimule la réalité sociale et la corruption, on cache la politique antiouvrière des uns et des autres.

Dans ce conflit, émaillé de manœuvres politiciennes pour le contrôle des institutions, il existe aussi une réelle mobilisation populaire en faveur de l'indépendance de la Catalogne, en réponse à la politique antisociale du PP. Elle s'est particulièrement manifestée au moment du référendum du 1^{er} octobre, face aux mesures de répression et d'intimidation du gouvernement. Il n'empêche que le nationalisme est bien un piège, une impasse pour les classes populaires de Catalogne et de tout le pays. De fait, les mêmes dirigeants qui sont aujourd'hui à la pointe du catalanisme ont dans le passé attaqué les travailleurs, approuvé les mesures d'austérité du gouvernement central du PP et mené au niveau régional leur propre politique de coupes budgétaires et de privatisation des services publics.

LES RACINES HISTORIQUES DES NATIONALISMES RÉGIONAUX EN ESPAGNE

La persistance de langues romanes, comme le catalan ou le galicien, et d'autres, d'origine différente, comme le basque, a donné une assise à des identités culturelles revendiquées par le romantisme du 19^e siècle,

par l'Église catholique, et plus tard par des mouvements politiques. Cela fut possible en raison de la façon dont s'est faite l'unification de l'Espagne. La faiblesse de la bourgeoisie, qui la rendait incapable de mener à bien sa propre révolution, l'arriération sociale et politique de la monarchie absolue de l'Ancien Régime et les survivances de féodalisme jusqu'à une époque récente expliquent ces persistances. Contrairement à d'autres pays capitalistes, comme la France ou l'Italie, l'unification du pays s'est faite au travers de la monarchie des Bourbons et de guerres civiles dans lesquelles le poids social de l'absolutisme, de l'aristocratie et d'une Église réactionnaire a été un facteur d'arriération à tous les niveaux.

Le carlisme, mouvement politique royaliste espagnol né au 19^e siècle, dont le nom vient du fait que ses partisans défendaient comme successeur au trône d'Espagne Charles, frère de Ferdinand VII, contre Isabelle II, la fille de ce dernier, a lutté pour défendre les particularismes, les coutumes, les langues et les anciennes lois que les rois avaient maintenus. Le carlisme fut un lointain ancêtre des nationalismes péninsulaires modernes. Les zones où le nationalisme reste le plus enraciné, la Galice, le Pays basque, la Catalogne, étaient des zones carlistes.

Marx, dans un de ses articles sur l'Espagne, se demandait : « Comment expliquer que, dans le pays qui a vu la monarchie absolue se développer de la manière la plus précoce, avant les autres États féodaux, la centralisation ne se soit jamais enracinée ? » Il expliquait qu'« en Espagne, à la différence de toutes les monarchies absolues européennes, tandis que l'aristocratie allait vers la décadence sans abandonner ses pires privilèges, les villes perdaient leur importance médiévale sans gagner en

influence moderne. [...] Au fur et à mesure du déclin de la vie commerciale et industrielle des villes, les échanges intérieurs se faisaient plus rares, les relations entre habitants des différentes provinces moins fréquentes... De cette manière, la vie locale de l'Espagne, l'indépendance de ses provinces et de ses communes se sont renforcées. » Marx continuait, expliquant que la monarchie absolue et son despotisme, se fondant non pas sur la richesse développée par un capitalisme en train de naître mais sur la survivance d'un réseau de gouverneurs et de vicaires qui dominaient chacun avec ses particularismes et ses lois en fonction des régions et des anciens royaumes, ont permis « *que subsistent des provinces avec leurs différentes lois, leurs coutumes, ou leurs monnaies... et leurs différents systèmes fiscaux.* »¹ En définitive, l'arriération séculaire de l'empire espagnol basé sur cette monarchie absolue a maintenu les différentes identités culturelles qui ont survécu et qui, au 19^e siècle, donnèrent naissance aux nationalismes dans la péninsule.

Cela a donné le terreau sur lequel ensuite a fleuri le républicanisme fédéraliste des révolutions du 19^e siècle. La Première République de 1873, le « cantonalisme », qui se battait pour une fédération de cantons indépendants, un peu comme en Suisse, et les révolutions de cette époque se sont nourries de ces conceptions démocratiques fondées sur la souveraineté des communes, des cantons et des régions. Pi y Margall, un des premiers socialistes proudhoniens d'Espagne, développa théoriquement l'idée d'un républicanisme fédéral propre à la péninsule Ibérique. Le courant anarchiste se fit l'héritier

de ces références en défendant l'idée d'une organisation de la société fondée sur une fédération de communes libres et indépendantes.

Le 20^e siècle s'ouvrit sur une crise sociale et économique accentuée par la grande crise de 1929. Le mouvement ouvrier, qui se développa alors, établit son propre programme révolutionnaire lors de la révolution des Asturies en 1934, puis au cours de la révolution espagnole de 1936 en s'appuyant sur le développement des comités, le contrôle ouvrier des entreprises, notamment en Catalogne, et les collectivisations menées par la CNT, le syndicat anarcho-sindicaliste.

Dans ce contexte, dans certains secteurs de la petite bourgeoisie et de la paysannerie, se développèrent les nationalismes basque et catalan. Le nationalisme basque, représenté par le Parti nationaliste basque (PNV) fondé en 1895, évolua de positions réactionnaires et catholiques vers des positions démocratiques bourgeoises. En Catalogne, la Gauche républicaine (ERC) représenta les aspirations nationalistes et aida la bourgeoisie républicaine et le stalinisme à étrangler la révolution espagnole.

La dictature franquiste, quant à elle, nia et réprima les identités culturelles régionales. Elle écrasa dans le sang le mouvement ouvrier et les différents nationalismes locaux.

À partir des années 1960, le franquisme entra dans une crise politique, accentuée par la crise économique mondiale de 1973. Un nouveau mouvement ouvrier se développa au travers de nouvelles organisations, les Commissions ouvrières, et d'une nouvelle génération qui forma le noyau des partis de gauche et d'extrême gauche.

En Catalogne, le nationalisme réapparut grâce à cette gauche. Le Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), à l'origine stalinien et nationaliste, développa les revendications dites démocratiques incluant les « droits historiques » du peuple de Catalogne. Lidia Falcón, militante de ce parti à l'époque, raconte comment le PSUC initia les manifestations de la Diada, la fête nationale de Catalogne, sous la dictature franquiste : « *Dans les années 1960, les appels suicidaires à manifester le 11 septembre pour commémorer le jour où avait été blessé le conseiller Casanovas², que nous imposait le PSUC, favorisaient uniquement les Heribert Barrera et les Pujol³ qu'on ne vit jamais lors de ces manifestations.* »

Dans les années 1960, au Pays basque, une branche des jeunes du PNV fonda ETA et entama la lutte armée contre la dictature. C'était l'époque des révolutions coloniales et des guérillas en Amérique latine.

Après la mort de Franco, le pacte dit de transition démocratique fut scellé entre d'anciens franquistes comme Adolfo Suárez et des dirigeants d'autres partis, comme celui du Parti communiste d'Espagne, Santiago Carrillo, celui du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), Felipe González, ceux des partis nationalistes catalan et basque. Il donna naissance au « régime de 78 », du nom de la Constitution instituée en 1978. Ce pacte signifiait la mise en place d'institutions élues dans un État débarrassé des aspects les plus réactionnaires du franquisme, mais conservant tout son appareil de répression. Il réalisa l'intégration de tous ces courants d'opposition dans l'appareil d'État central et dans ceux de toutes les autonomies locales.

1 Karl Marx, « Revolutionary Spain », *New York Daily Tribune*, septembre-décembre 1854.

2 Le 11 septembre 1714, lors d'une bataille entre carlistes et les partisans des Bourbons à Barcelone.

3 Dirigeants bourgeois nationalistes catalans de gauche et de droite qui se retrouvèrent successivement à la tête du gouvernement de Catalogne après le franquisme.



JOSEP RENALIAS

La manifestation monstre des indépendantistes à Barcelone le 10 juillet 2010. Sur la pancarte ci-dessous :
« C'est nous qui décidons. Nous sommes une nation. »



JOSEP RENALIAS

L'absence d'un parti ouvrier et révolutionnaire capable d'offrir une perspective de classe et une perspective communiste aux luttes qui surgirent à cette époque, capable de les transmettre aux militants et à la génération combative née à la fin du franquisme, a été un handicap terrible. Cette absence fut un facteur décisif dans le reflux de ces luttes, dans la déception qui s'ensuivit.

LE PROCÈS OU LA LONGUE HISTOIRE DES MANŒUVRES DES DIRIGEANTS NATIONALISTES

Ce qu'on appelle en catalan le *procés*, mot signifiant « processus », est le chemin tracé par les forces nationalistes catalanes vers la rupture avec l'État espagnol et vers l'indépendance de la Catalogne. Dans l'histoire récente, les partis catalanistes, aussi bien la droite que les centristes, ont utilisé le nationalisme pour régler leurs propres crises internes, pour canaliser l'indignation provoquée par la crise sociale et pour imposer des mesures antiouvrières du même tonneau que celles que Rajoy appliquait dans toute l'Espagne. En fait, la droite catalaniste a utilisé le nationalisme pour se maintenir au pouvoir.

En 2006, un nouveau statut de la Catalogne affirmant une autonomie plus marquée vis-à-vis de l'État central avait été accepté par le Parlement espagnol, puis approuvé par référendum en Catalogne. À l'époque, le PSOE était au gouvernement. La participation de la population catalane au référendum fut faible, à peine 48%. Mais la crise économique mondiale de 2007 et ses répercussions très dures en Espagne, où éclata aussi une bulle spéculative immobilière aux effets dévastateurs, vinrent nourrir le terreau d'une contestation générale, touchant les classes exploitées mais aussi la petite

bourgeoisie. Cela permit à l'indépendantisme catalan de reprendre vigueur.

En 2010, la Haute cour déclara inconstitutionnels quatorze articles du nouveau statut, annulant ainsi le caractère de nation accordé à la Catalogne. Les articles instituant le catalan comme langue unique dans l'enseignement et langue officielle dite de préférence dans l'administration furent eux aussi déclarés nuls; il en fut de même de l'article faisant prévaloir la fiscalité de la Généralité sur celle de l'État central.

Le bras de fer s'ouvrit le samedi 10 juillet 2010 par une grande manifestation à Barcelone, qui mit en évidence la défiance d'une partie non négligeable de la population catalane envers l'État central. Derrière le slogan « *Nous sommes une nation, c'est nous qui décidons* », la manifestation fut plus nombreuse que celle qui, en 1977 après la mort de Franco, avait revendiqué le premier statut d'autonomie de la région.

La droite catalaniste du parti *Convergència i Unió* (CiU) d'Artur Mas, prenant le virage de l'indépendantisme et profitant du discrédit du PSOE au pouvoir, revint aux affaires en Catalogne après les élections de novembre 2010. Un an après, le PP de Rajoy faisait de même à l'échelle nationale. À ce moment, droite catalaniste et droite espagnoliste votaient ensemble le budget et les mesures d'austérité de la région.

Mais cette belle harmonie de larrons en foire prit fin en 2012, quand le Premier ministre Rajoy refusa de signer avec Mas l'accord sur la fiscalité catalane. Artur Mas, champion incontesté de l'austérité en Catalogne, n'arrivait pas à obtenir davantage d'argent de la part du gouvernement central. En pleine crise économique, ce fut la rupture. Le PP ne pouvait pas se permettre de laisser le clan catalan de CiU pomper plus

d'argent sur le budget de l'État. Les partis nationalistes firent alors de l'agitation autour du vol fiscal perpétré par Madrid, avec le fameux slogan « *Madrid nous vole* ».

Pourtant, la politique de coupes budgétaires, de privatisations, de réformes du droit du travail, fut non seulement soutenue et appliquée par CiU, mais elle fut en Catalogne plus dure qu'ailleurs. La politique de Mas s'orientait vers la privatisation massive de la santé et de l'éducation. Le gouvernement de Mas était tout aussi corrompu que celui du PP. Il était de notoriété publique que les capitalistes de Catalogne payaient une sorte d'impôt contre-révolutionnaire: les fameux pots-de-vin de 3% sur les marchés publics payés à CiU. L'accumulation d'affaires indignant la population fut d'ailleurs pour beaucoup dans les mobilisations du 15M (le mouvement des Indignés) qui éclata en mai 2011. À l'époque, Artur Mas n'eut aucun scrupule à faire intervenir la police et les CRS catalans, les Mossos d'esquadra, contre les manifestants.

En novembre 2012, Mas convoquait des élections anticipées, avec plus de deux ans d'avance, pour profiter de l'élan nationaliste qui commençait à se manifester à travers les Diadas, ces journées de mobilisation catalaniste qui se déroulaient chaque 11 septembre.

Deux organisations de masse ont servi à mettre sur pied les grandes mobilisations indépendantistes: l'Assemblée nationale catalane (ANC), et *Omnium cultural*. La première est une organisation sociale souverainiste, la seconde promeut la culture catalane. Soutenues par les partis nationalistes de droite comme de gauche, elles ont reçu tous types de soutiens institutionnels et tissé dans la société un réseau populaire permettant d'attiser le na-



Le référendum du 1^{er} octobre 2017. En haut, un indépendantiste apporte les bulletins de vote le matin même du vote. En bas, des pompiers s'interposent entre les électeurs indépendantistes et les forces de l'ordre.



tionalisme. Ces organisations comptent aujourd'hui des dizaines de milliers d'adhérents et forment une bonne partie de la structure du nationalisme catalan, lui permettant d'asseoir son action sur une diffusion de la culture et de la langue catalanes. Leurs présidents respectifs ont toujours eu des liens forts avec le pouvoir local. Le président d'Omnium cultural a aussi été président de la Femcat, une association d'entrepreneurs catalanistes très proche des cercles du pouvoir régional.

Relayés par ces organisations, les politiciens régionalistes détournèrent la colère contre Madrid. La droite catalaniste avait perdu douze députés au Parlement régional. Alors, elle chercha une alliance du côté de la gauche catalaniste, l'ERC d'Oriol Junqueras qui, elle, avait gagné des voix. Se scella alors l'alliance indépendantiste entre ces deux courants, qui élaborèrent le fameux *procés* devant mener à la déclaration d'indépendance de la Catalogne.

Cela commença par un premier référendum le 9 novembre 2014. Des millions de gens se déplacèrent pour voter, y compris des immigrés et des jeunes de 16 ans. Plus de 80% des 2,3 millions de votants (soit une participation d'environ 40%) se prononcèrent pour l'indépendance. La droite, à la tête du camp politique catalaniste avec la complicité de la gauche de la région, avait réussi à mobiliser des masses derrière ses mots d'ordre nationalistes, à focaliser l'indignation populaire sur Rajoy et sur le gouvernement central, et à cacher ses propres méfaits. Car en réalité cette indignation était provoquée par la crise capitaliste et par la politique de la bourgeoisie.

Avec ses alliés de gauche, cette même droite, au gouvernement de la Généralité de Ca-

talogne, pratiqua des coupes budgétaires brutales, parmi les plus importantes de toute l'Espagne et même de l'Union européenne. Au cours de la période 2010-2015, les dépenses sociales de la Généralité furent réduites de 3,46 milliards d'euros, soit une baisse de 17%. Les dépenses d'éducation baissèrent de 17% et celles de santé de 14%. La gestion des services publics fut massivement privatisée. Les sommes consacrées au logement et aux autres interventions urbaines chutèrent de 60%. Quant à la protection sociale, son financement fut aussi réduit de 14%.

LE RÉFÉRENDUM DU 1^{ER} OCTOBRE ET SES CONSÉQUENCES POLITIQUES

Le 27 septembre 2015, des élections anticipées eurent lieu une nouvelle fois. Le CiU changea de nom pour devenir le Parti démocrate européen de Catalogne (PDeCAT), et forma avec l'ERC une coalition qui s'intitula Junts pel Sí, « Ensemble pour le oui », orientant toute sa campagne autour de la question de l'indépendance. Le matraquage nationaliste fut permanent ; on ne parlait pas d'autre chose en Catalogne. À cette coalition vint s'ajouter la gauche radicale de la CUP, qui allait se faire une réputation en jouant le rôle de wagon de queue du nationalisme, fournissant les contingents militants les plus radicaux de cette union nationale. Junts pel Sí obtint 62 sièges, avec la suprématie d'Artur Mas et des siens, l'ERC se posant en référence du catalanisme à leurs côtés. Avec l'appui des 10 députés de la CUP, les indépendantistes obtinrent la majorité absolue en sièges, sans pour autant avoir rassemblé la majorité des suffrages exprimés. Mais la voie était libre pour avancer vers la république catalane. Artur Mas

étant vraiment trop notoirement corrompu et discrédité, la CUP exigea son remplacement, comme prix de son soutien.

Le nouveau président de la Généralité, Carles Puigdemont, annonça que, d'ici dix-huit mois, il déclarerait l'indépendance, après avoir convoqué un référendum. En échange, il demandait à la CUP de voter son budget pour 2017. Ce qu'elle fit.

Ce référendum devait se tenir le 1^{er} octobre 2017. L'interdiction et les menaces de répression du gouvernement Rajoy ne firent que renforcer la mobilisation populaire, qui aida à organiser le scrutin contre vents et marées. Des comités de défense du référendum, transformés ensuite en comités de défense de la république, protégèrent bureaux de vote et urnes, s'appuyant sur une participation populaire imposante. Bilan de cette journée d'affrontements : plus de 800 personnes malmenées ou blessées et une extrême droite réactivée dans toute l'Espagne, sortant au grand jour pour réclamer « *la prison pour Puigdemont* ».

Au cours de la grève générale politique du 8 novembre qui suivit, restée limitée à certains secteurs, en particulier les transports, ces comités mirent en place des barrages routiers et bloquèrent des voies ferrées. Ces comités canalisèrent l'indignation populaire et mobilisèrent les éléments les plus déterminés dans les quartiers ; mais sur une base indépendantiste, dépourvue de toute référence de classe.

Le référendum catalan permit à Rajoy de gagner le soutien massif non seulement des milieux de la droite espagnole mais aussi d'une partie des classes populaires. Le PP rassembla derrière lui la partie de la population espagnole qui ne souhaitait pas la partition du pays. Avec l'appui du PSOE et de Ciudadanos, il se

forgea une légitimité lui permettant de continuer à imposer des mesures contre les classes populaires.

Le climat s'est ensuite tendu, avec la fuite de Puigdemont en Belgique – exil d'opérette pour les uns, astucieuse stratégie défensive pour les autres – et avec les poursuites judiciaires contre certains membres du gouvernement régional. Accusés de sédition, les présidents de l'ANC et d'Omnium cultural, Jordi Sanchez et Jordi Cuixart, furent arrêtés et emprisonnés, ainsi que le dirigeant de l'ERC, Oriol Junqueras.

Utilisant l'article 155 de la Constitution espagnole, qui permet à l'État central de reprendre le contrôle direct des affaires régionales, Rajoy reprit la main en dissolvant le Parlement catalan et en convoquant de nouvelles élections régionales pour le 21 décembre 2017, dont on connaît désormais le résultat.

Le monde du travail quant à lui, en tant que classe, est resté à la marge de ces événements. Des travailleurs ont certes participé individuellement aux manifestations, mais les intérêts spécifiques de la classe ouvrière ne sont pas apparus. On peut même dire qu'ils ont été masqués par toute la crise politique. Ainsi, du 22 au 24 novembre, six travailleurs ayant participé à un piquet de grève en 2012 sont passés devant un tribunal sur la demande de l'entreprise Starbucks et des autorités catalanes. Ils sont menacés de six ans d'emprisonnement. Mais, dans les médias, il n'a été question que des prisonniers politiques indépendantistes.

La république catalane dont rêvent Puigdemont et Junque-

ras est un État capitaliste en bonne et due forme. Selon eux, la richesse de la Catalogne, son PIB, la situation de Barcelone comme premier port de l'Ouest méditerranéen, etc., offrirait un bel avenir à un État indépendant et riche, une « Hollande du sud » et autres balivernes. Pour le moment, ce nouvel État reste très improbable, puisque la bourgeoisie en a déjà un à son service, l'État espagnol, qui lui ouvre un marché plus vaste et lui garantit une meilleure stabilité pour l'exploiter.

Toute l'économie capitaliste de la Catalogne est complètement intégrée dans l'Espagne et dans l'Europe. Les manœuvres politiciennes des Artur Mas, Carles Puigdemont et Oriol Junqueras sont avant tout une lutte pour leur accès à la mangeoire que constitue l'appareil d'État catalan, la Généralité, avec tout son réseau clientéliste, ses influences, ses affaires juteuses. Et leur opposition actuelle au gouvernement de Rajoy est leur manière de se maintenir au pouvoir dans des circonstances de crise sociale et économique.

*Lucha de classe,
23 décembre 2017*

Quelle sera la suite de ce bras de fer entre les dirigeants indépendantistes catalans et la droite espagnole au pouvoir ? Feront-ils le choix de trouver un compromis, à l'image de ce qui est sorti des urnes le 21 décembre dernier ? Ou bien feront-ils le choix de la fuite en avant, en poussant plus loin le procès vers l'indépendance, pour le camp catalaniste, et en répondant par plus d'autoritarisme et de répression, pour le camp espagnoliste ? Cette répression alimente la politique jusqu'au-bou-

tiste des catalanistes.

Toute l'évolution récente a déjà eu des conséquences extrêmement néfastes pour la classe ouvrière d'Espagne. Outre le fait de masquer complètement aux yeux des travailleurs les raisons profondes de la dégradation de leur niveau de vie, à savoir le parasitisme de la grande bourgeoisie au service de laquelle sont tous ces politiciens bourgeois, l'exacerbation du nationalisme a divisé la classe ouvrière.

La bourgeoisie espagnole, à cause de sa faiblesse historique passée et de son parasitisme actuel, n'a jamais été capable de régler complètement en Espagne la question nationale. Ce n'est pas un hasard si c'est justement en période de crise économique que ce problème ressurgit de façon aiguë.

La force sociale capable de donner une issue positive à cette situation ne peut être que la classe ouvrière, à condition qu'elle se batte sur son terrain de classe. Son combat conscient contre la bourgeoisie unirait l'ensemble des exploités de la péninsule, quelle que soit leur nationalité, pour défendre leurs intérêts communs.

Seule la classe ouvrière pourrait proposer comme perspective révolutionnaire un État qui serait à la fois librement unifié, car les rapports économiques débordent depuis bien longtemps les frontières des autonomies, de l'Espagne et même de l'Europe, et à la fois contrôlé au plus près par tous les exploités de toutes les régions d'Espagne.

Ce sont les seules perspectives d'avenir pour les travailleurs et la majorité de la société espagnole.

*Lutte de classe,
8 janvier 2018*



Le scandale des maisons de retraite

Le 30 janvier 2018, les syndicats (CGT, FO, CFDT, UNSA et CFTC) appellent à une grève nationale des Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) « pour exiger une prise en charge humaine et digne des personnes hébergées ».

L'an dernier, un conflit avait opposé les aides-soignantes de la maison de retraite des Opalines de Foucherans (commune de 2000 habitants située à côté de Dole dans le département du Jura) à la direction de cet établissement, du 3 avril au 27 juillet 2017.

Depuis, les dénonciations et les protestations envers ces établissements se sont multipliées. Lorsque huit aides-soignantes des Opalines se sont mises en grève, bientôt rejointes par des salariées de la cuisine et du ménage, elles dénonçaient surtout le sort réservé aux personnes dépendantes dont elles avaient la charge : *« Le matin, on les lève sans leur demander leur avis. On sait déjà qu'on n'aura pas le temps : quinze minutes pour la toilette, l'habillement, le petit-déjeuner, les médicaments. Alors, il faut choisir. Est-ce qu'on lave les cheveux ? Ou les dents ? La douche hebdomadaire, il est rare qu'on la tienne. »*

Ces travailleuses ont tenu 117 jours, malgré l'embauche d'intérimaires pour les remplacer, malgré un directeur leur annonçant d'emblée qu'elles n'auraient *« rien, ni maintenant, ni demain, ni jamais »*, et en dépit du refus de l'Agence régionale de santé (ARS) d'imposer

quoi que ce soit aux Opalines, alors que c'est l'ARS qui paie les soignants. Même l'union départementale de la CGT, au départ favorable, trouvait que le mouvement durait peut-être un peu trop.

Elles se sont rendues devant les grosses entreprises, comme Solvay à Tavaux dans le Jura, devant les autres maisons de retraite du groupe, où elles ont été applaudies depuis les fenêtres, devant les domiciles des actionnaires à Beaune et à Montbéliard, au CHU de Dijon et à celui de Besançon. Ainsi, malgré leur petit nombre, les grévistes ont réussi à populariser leur mouvement dans tout le monde ouvrier du Jura et de la Côte-d'Or. Un article de Florence Aubenas à la une du *Monde* (18 juillet) donna à leur grève un retentissement national, qui lui permit de relayer le mécontentement des familles des patients et celui d'un personnel souvent épuisé et à bout. Les résidents eux-mêmes ont dénoncé la situation qui leur était faite.

Des centaines de milliers de familles recherchent désespérément une place pour leur parent, et se heurtent aux tarifs exorbitants de ces établissements, où le coût de l'hé-

bergement dépasse souvent la pension de retraite de leurs proches, les obligeant à vendre leurs biens.

À ces difficultés s'ajoute souvent la crainte de perdre la place s'ils protestent trop, ou même de voir leur proche en subir les conséquences. Mais le plus déchirant est qu'après tous les sacrifices consentis, ils ne sont même pas sûrs que le pensionnaire sera protégé et soigné. Car ces établissements font face à un manque chronique de personnel en général, et de personnel qualifié en particulier.

Rien de tout cela n'est pourtant nouveau, des scandales ont éclaté autour des maisons de retraite privées pratiquement dès leur création, et quasiment dans les mêmes termes qu'aujourd'hui. En 2004 déjà, le secrétaire d'État aux Personnes âgées estimait à 200 000 le nombre de lits indignes, sur les 600 000 existant à l'époque.

Mais il est vrai qu'en une génération la situation a bien changé, ne serait-ce que par la constante augmentation du nombre de personnes âgées. Le chercheur Bertrand Pauget écrivait en 2008 : *« Le fait inédit réside moins dans la croissance de la population que dans l'arrivée massive d'une génération*



La grève des aides-soignants des Opalines.



à l'âge de la vieillesse. [...] Cette situation est inédite dans sa structure (la proportion de personnes dites vieilles par rapport à l'ensemble des classes d'âge n'a jamais été aussi importante), massive (le phénomène n'est plus seulement occidental mais mondial) et rapide (une génération).

Depuis l'Antiquité, le taux de personnes considérées comme vieilles oscille sans doute entre 6 % et 8 %. La population des plus de 60 ans représente actuellement 21,3 % de la population, et on atteindra les 30 % en 2020. Il y a aujourd'hui 11,7 millions de plus de 60 ans, mais ce chiffre va doubler d'ici à peine plus de dix ans.»¹

Aujourd'hui 730 000 personnes vivent en institution pour personnes âgées, soit 20 % de plus qu'en 2004. 43 % des Ehpad sont publics, 31,5 % sont privés à but non lucratif et 25,5 % sont des établissements privés commerciaux.

LE DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT

C'est après la Deuxième Guerre mondiale que l'État a pris en charge les institutions et les maisons qui recueillaient, souvent pêle-mêle, les vieux et les indigents. Hospices et asiles sont devenus majoritairement publics ou associatifs à but non lucratif, tout en conservant le même personnel, infirmières et médecins, religieuses et bénévoles confondus. Tous officiaient alors dans un même état d'esprit fait de paternalisme charitable et d'assistanat envers les pauvres et les déshérités. Mais cet état d'esprit changea dans les années 1970 avec la généralisation des retraites et de la Sécurité sociale.

À la suite du choc pétrolier et de la crise, l'État se désengagea peu à peu des services

publics et les attaques contre le déficit de la Sécurité sociale se multiplièrent. Les lois de décentralisation de 1982 à 1987, que le Parti socialiste considérait comme une grande avancée, déléguèrent aux collectivités régionales, départementales et locales tous les secteurs d'activité du service public considérés comme secondaires et non rentables, en particulier tout ce qui concernait la vieillesse et les maisons de retraite. Cette grande avancée n'allait pas jusqu'à libérer des fonds permettant la prise en charge de ces secteurs par les collectivités locales. Dans la continuité et face à l'accroissement du nombre de personnes âgées dépendantes, la loi de 1991 donna pour mission au secteur privé de créer des maisons de retraite. Aujourd'hui, ces établissements doivent signer une convention tripartite pour cinq ans, entre l'État, le département et la maison de retraite. L'État se décharge ainsi sur le secteur privé d'une partie de sa mission auprès des personnes âgées, tout en le finançant.

Les 15 000 morts de la canicule de 2003 ont fait apparaître la situation réelle dans laquelle vivaient les résidents de ces maisons de retraite : nombre d'entre eux n'étaient pas correctement hydratés, ce qui montre qu'ils étaient parqués dans ces institutions comme du bétail. Suite à ce scandale, le gouvernement Raffarin a dû débloquer neuf milliards d'euros, crédits que certains ont qualifiés de plan Marshall pour la vieillesse. Et c'est alors qu'un véritable coup d'envoi a été donné aux institutions privées.

Avec retard, cette catastrophe sanitaire mettait en lumière les changements qui s'étaient opérés dans la société les années précédentes. Le nombre de personnes vivant plus longtemps s'était fortement accru.

Les comportements en matière de prise en charge de la vieillesse évoluaient. Les enfants ne pouvaient plus s'occuper de leurs parents très âgés et atteints d'affections lourdes. Par ailleurs, les progrès de la médecine prolongeaient la durée de la vie et justifiaient une prise en charge médicale plus poussée.

Enfin, sujet délicat s'il en est, les personnes ayant des parents à charge, quand ils ne pouvaient pas s'en occuper eux-mêmes, tenaient à ce qu'ils bénéficient cependant du meilleur. Et en effet il n'y avait aucune raison de ne pas tous profiter des avancées de la science et du progrès.

L'ENGOUEMENT DES FINANCIERS

La vieillesse devint de fait un domaine d'investissement intéressant. Financiers et marchands allaient s'y précipiter et, avec leur sens poétique bien connu, parler à ce sujet d'or gris. Les financiers britanniques, avec plus de retenue, parlèrent de *silver economy*.

Enquêtant sur les dysfonctionnements constatés dans les maisons de retraite lors de la canicule, un article du *Figaro* (27 août 2003) s'interrogeait : « Pourquoi un tel engouement sur un secteur qui, de prime abord, n'a rien d'attrayant ? Rentabilité, sécurité et visibilité, répondent de concert les financiers : rentabilité d'au moins 15 % par an ; sécurité car le risque de faillite est réduit sous l'effet conjugué du vieillissement de la population et de la pénurie de maisons de retraite ; une visibilité sur le long terme (on estime que la population de plus de 80 ans devrait doubler de 2003 à 2013). »

Un pur bonheur ! Car peu de secteurs industriels sont capables de leur offrir de telles garanties.

1 «Éléments d'histoire des maisons de retraite en France», proposition d'article, *Cahiers de recherche en histoire immédiate*, 2008.

C'est d'ailleurs avec cette vision financière que les cadres de ces établissements furent sélectionnés. Une directrice de maison de retraite privée témoigne : « *Je dois donner mon taux d'occupation, le TO toutes les semaines. Il est contrôlé et fixé par le groupe qui oblige à remplir les lits au maximum, comme une chaîne hôtelière ou une compagnie aérienne.* »²

Il y aurait dans le pays 7 883 Ehpad, pour un marché de 25 à 30 milliards d'euros. Pour 2014, les trois principaux acteurs en France, Korian, Orpéa et Domus Vi, ont cumulé à eux trois plus de 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Le leader européen Korian est un groupement de plusieurs sociétés d'actionnaires, qui possède plus de 600 établissements en France. Orpéa, qui le talonne de près, a fait l'acquisition en 2011 de 57 établissements (4 800 lits). Cela lui permet de gagner deux ans de développement et de viser au moins 1,2 milliard de chiffre d'affaires, soit une progression de 25%.

Pour la célèbre banque d'investissement Goldman Sachs, le marché français est en partie protégé par l'État, ce qui l'amène à cette analyse : « *Cette demande non satisfaite permet aux opérateurs privés français de conserver des taux d'occupation de 95 %, ce qui octroie à cette niche sectorielle un attrait spécifique.* »³

Tant qu'il y aura une pénurie de places en maisons de retraite, leurs affaires fleuriront en France. Mais, pour leur extension, il est nécessaire que ces grands groupes privés se tournent vers l'étranger. Par exemple, le groupe Maison de famille détenu par la famille Mulliez (propriétaire du groupe Auchan) a 70 % de ses établissements à l'étranger. Le chiffre d'affaires réalisé en

Allemagne par Korian est passé au cours de ces trois dernières années de 200 à 850 millions d'euros, après l'acquisition de deux groupes privés, Curanum et Casa Reha. Orpéa quant à lui vient d'ouvrir un Ehpad de luxe en Chine.

Cette marchandisation de la vieillesse a engendré divers phénomènes, dont le plus important est sans doute un écart croissant entre public et privé. On le constate déjà dans leur implantation géographique : si les Ehpad du secteur public sont répartis dans l'ensemble des départements, et de façon plutôt harmonieuse par rapport à la population des plus de 75 ans, il n'en est pas de même pour les Ehpad privés à but lucratif. En effet, ces derniers sont plus présents en Île-de-France, le long du littoral en Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans la région de Bordeaux et en Charente-Maritime, là où la population des seniors a les plus gros revenus.

De même, les établissements publics, parce qu'ils disposent de médecins et d'infirmières 24 heures sur 24, ont les pensionnaires les plus malades, exigeant les soins les plus lourds et donc plus d'argent. Ces patients aux pathologies multiples, peu valides et rarement autonomes, souvent grabataires, le secteur public les prend en charge avec tout ce que cela veut dire en termes de dépenses en personnel et en soins. Selon les gériatres, il faudrait dans l'idéal 0,8 professionnel soignant par patient, toutes professions confondues, médecins, infirmières, ergothérapeutes, aides-soignants, etc. Dans le secteur public, ce taux varie de 0,65 à 0,7 professionnel, tandis que dans le privé des établissements en sont à 0,35 ou 0,40, et encore, en comptant tout le personnel, lingerie, cui-

siniers ou jardinier.

Une journée en Ehpad coûte environ 114 euros par personne, dont 36 euros pour la section soins, réglés intégralement par l'Agence régionale de santé. Le budget hébergement, le plus gros poste, concerne l'hôtellerie, les repas et l'entretien. Il est entièrement à la charge des résidents, revient à 58 euros par jour dans le public et on estime son coût dans le privé à plus de 40% supplémentaires. C'est d'ailleurs sur ce poste que les Ehpad privés font leur bénéfice.

Enfin, le budget dépendance, de 17 euros par jour, est majoritairement financé par les départements. Il sert surtout à couvrir tous les frais liés à l'assistance des résidents en perte d'autonomie et donc à payer les aides-soignantes.

C'est cette partie dépendance qui est concernée par la loi dite d'adaptation de la société au vieillissement, loi votée en 2016 sous Hollande, qui en modifie le mode de calcul. Jusqu'alors, l'enveloppe était négociée chaque année dans chaque établissement selon le profil des personnes âgées mais aussi selon le nombre de malades d'Alzheimer, les handicaps ou les polypathologies lourdes. Avec cette nouvelle loi, au grand dam des gériatres, une formule mathématique s'appliquera, la même pour toutes les maisons de retraite, quelle que soit la lourdeur de leurs tâches.

Cette loi va encore favoriser les établissements privés, qui ont les résidents les moins lourdement malades. Selon la Fédération hospitalière française, qui est vent debout contre cette loi applicable depuis le 1^{er} janvier 2017, elle aura pour résultat de réduire l'enveloppe des Ehpad publics de 200 millions d'euros par an.

2 Claire Alet, « Le marché des maisons de retraite », *Alternatives économiques* n° 303, juin 2011.

3 *investir.fr*, 22 février 2011.

LE VRAI SCANDALE DES MAISONS DE RETRAITE

La population des plus de 60 ans a considérablement augmenté ces dix dernières années et, bon an mal an, la société a répondu à ce mouvement d'une façon essentiellement commerciale, par la création et la multiplication d'institutions accueillant les personnes âgées dépendantes.

D'un côté, les institutions publiques sont débordées car elles sont souvent les seules à pouvoir accueillir les populations les plus pauvres et les personnes les plus dépendantes.

Celles du privé, qui ont fleuri ces dernières années, tentent d'attirer les résidents les plus rentables et les moins dépendants. Mais elles ne répondent pas tout à fait aux besoins de la société et leur fonctionnement peut conduire à une maltraitance institutionnalisée. Leur défaut est de ne pas être placées, la plupart de temps, sous contrôle médical. Leur origine même est tout à fait étrangère au système hospitalier, où les compétences et les pratiques se transmettent d'une génération à l'autre, et qui, malgré ses insuffisances, bénéficie du savoir-faire d'un personnel apte à pallier les négligences graves. Les Ehpad nés en dehors de ce système ne bénéficient pas de cette tradition hospitalière. Le personnel n'y est ni protégé ni

formé, et il ne s'y trouve pratiquement aucun encadrement médical. Souvent, même, le personnel issu des hôpitaux, aides-soignantes, infirmières, se retrouve avec toute la charge, et doit assurer l'encadrement médical avec des situations angoissantes, avec une seule infirmière de jour ou de nuit qui doit tout gérer dans une ambiance cauchemardesque.

Faute d'une solide formation en gérontologie ou médicale, le personnel de ces institutions se retrouve souvent démuné devant des tâches lourdes. C'est une cause de la misère de ces établissements. Selon le rapport de la mission-flash menée à l'été 2017 à l'Assemblée nationale sur la situation dans les Ehpad par la députée macroniste Monique Iborra, qui, tambour battant, a bâclé son dossier en quinze jours, la maltraitance y est institutionnelle. Mais quand elle en arrive aux aspects financiers, elle ne dénonce que leur complexité administrative. Quant aux actions envisagées, elles sont repoussées à une enquête plus approfondie fin 2018.

Les Opalines illustrent l'évolution des Ehpad. Dégageant quelque 300 000 euros de bénéfices par an, cet établissement est la propriété d'une société d'investissement, la SGMR, qui investit aussi dans d'autres branches, comme les super-

marchés. Les actionnaires propriétaires, deux familles de Beaune (Côte-d'Or), Mennechet et Peculier, constituent la 365^e fortune de France en 2017, et possèdent près de 45 Ehpad. La politique des propriétaires des Ehpad est de tout gérer de façon comptable et à l'économie, les personnes âgées elles-mêmes étant des marchandises qui doivent être rentables. C'est cet état d'esprit qui est transmis par des directions au service des donneurs d'ordres. Et leur argent investi dans les maisons de retraite doit rapporter autant que les boîtes de sardines et de petits pois de leurs supermarchés.

Par-delà l'engouement des financiers attirés, en tout cas pour un temps, par l'odeur de l'argent, la situation des Ehpad illustre l'incapacité de la société capitaliste à régler ce problème fondamental auquel est confrontée toute société humaine: assurer à toutes les personnes âgées une fin de vie digne sur le plan matériel et moral et l'assurer pour tous en fonction des besoins réels de chacun et des meilleures possibilités de la collectivité. La manière dont la société actuelle gère cette situation suffit pour condamner une organisation sociale dont le seul moteur et la seule morale sont la recherche du profit.

11 janvier 2018



Arabie saoudite: les ambitions régionales d'un pilier de l'impérialisme

Voilà plus de deux ans et demi que l'Arabie saoudite mène au Yémen une guerre qui a déjà fait plus de 10 000 victimes. Les bombardements touchent indistinctement des hôpitaux, des écoles, ou des positions militaires. Le 1^{er} janvier 2018, un bombardement sur une station-service située sur le marché de la ville d'al-Hudaydah, dans l'ouest du Yémen, a encore tué au moins 20 personnes. La situation de guerre a entraîné le développement d'une épidémie de choléra qui a touché un million de personnes depuis mars 2017 selon la Croix-Rouge. La famine, aggravée par le blocus imposé par le régime saoudien, menace soixante-dix pour cent des 30 millions de Yéménites.

Le lancement de l'opération Tempête décisive, le 25 mars 2015, se fit avec la bénédiction des puissances impérialistes, et d'abord des États-Unis. Le Conseil de sécurité de l'ONU l'approuva aussitôt. Grande-Bretagne, France, États-Unis fournirent des armes et des aides en matière de renseignement et continuent à le faire, fermant les yeux sur le sort catastrophique de la population yéménite. Depuis, l'Arabie saoudite s'enlise dans ce conflit sans fin.

«*Nous faisons cela pour protéger le Yémen*», avait déclaré en 2015 l'ambassadeur saoudien aux États-Unis, Adel al-Jubeir, pour justifier l'intervention militaire. Mais depuis des décennies, l'Arabie saoudite intervient de multiples façons dans la région, et ce n'est bien évidemment jamais en protecteur des populations, mais pour ses propres intérêts et en tant que fidèle allié de l'impérialisme américain. La combinaison de ce rôle de gendarme pour le compte de l'impérialisme, de l'instabilité de son régime et de ses ambitions régionales forment un cocktail explosif.

LES AMBITIONS RÉGIONALES DU RÉGIME SAOUDIEN

Cela fait bien longtemps que la dynastie au pouvoir en Arabie saoudite agit au Proche et au Moyen-Orient et bénéficie pour cela du soutien de l'impérialisme.

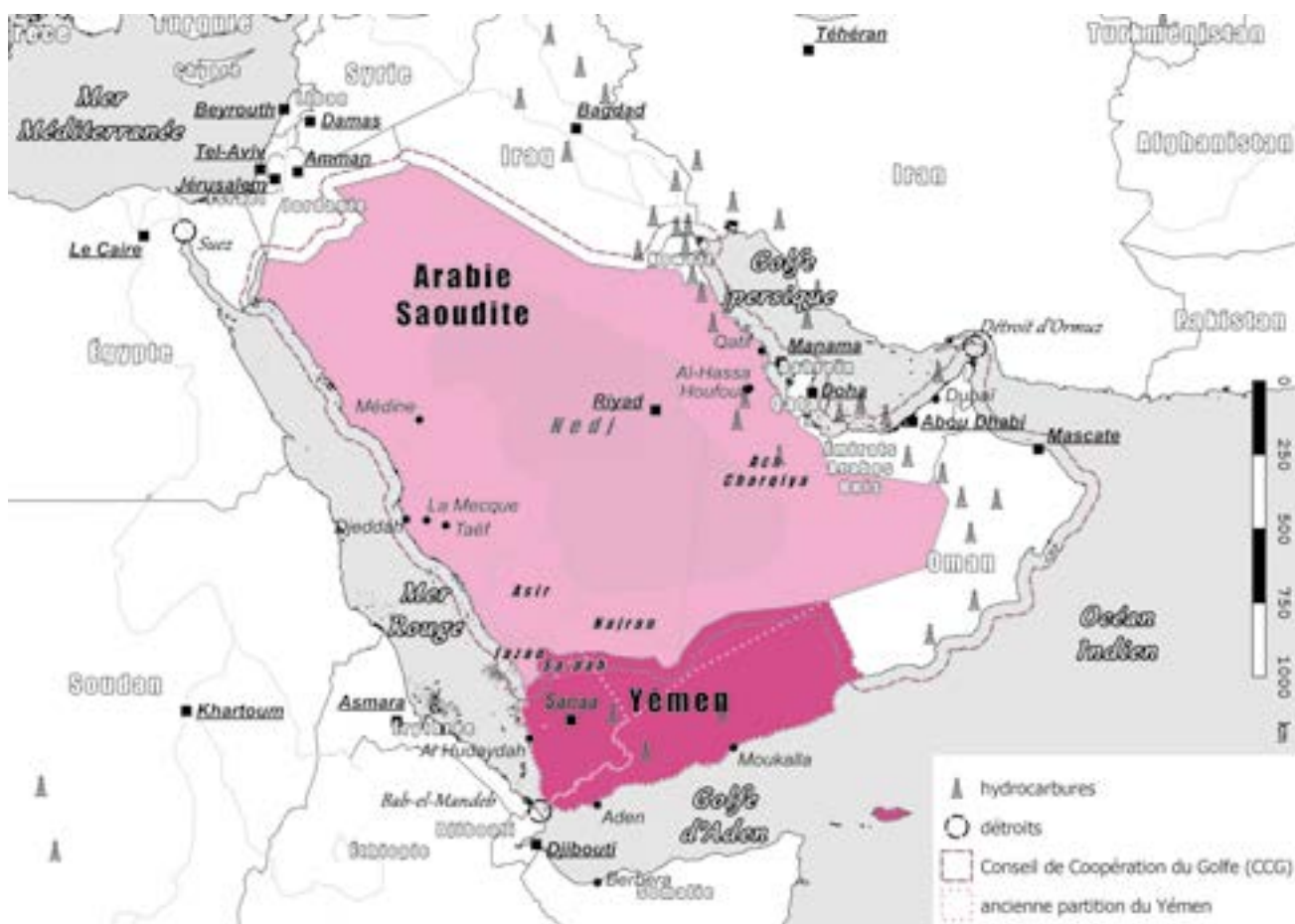
Alors qu'ils n'étaient que de simples gouverneurs du Nedj et de Riyad depuis 1902, les Saoud, de féroces guerriers de razzia, se firent les alliés de l'impérialisme britannique qui cherchait alors à affaiblir l'Empire ottoman. Fort du soutien financier et stratégique britannique, Ibn Saoud s'appuya sur la milice religieuse des Ikhwans, créée en 1912 et dont les membres étaient des Bédouins wahhabites, pour conquérir l'Arabie à coups de raids sanglants. Il s'attaqua à son rival, le chérif de La Mecque à qui les dirigeants britanniques avaient fait miroiter la création d'une grande nation arabe. Il conquiert les villes saintes de La Mecque et de Médine entre 1924 et 1926. Le royaume d'Arabie naquit

ainsi le 24 septembre 1932.

La Grande-Bretagne était alors la principale puissance au Moyen-Orient, pillant sa principale richesse, le pétrole. Après la découverte de cet or noir dans le royaume, Ibn Saoud chercha à en tirer bénéfice. N'obtenant pas d'accord satisfaisant du côté britannique, il se tourna vers les États-Unis. Dès 1933, les entreprises américaines mirent la main sur d'immenses gisements. Cela assura pour plusieurs décennies de somptueux revenus aux actionnaires et fit la fortune d'Ibn Saoud et de la famille royale.

Le pacte de Quincy, du nom du croiseur où eut lieu la rencontre entre Ibn Saoud et le président américain Roosevelt, le 14 février 1945, scella l'alliance entre le royaume saoudien et les États-Unis, entre un serviteur et son maître. Ibn Saoud offrait des concessions pétrolières aux États-Unis pour une durée de soixante ans – durée qui fut prolongée en 2005 – en échange de leur protection. Le royaume saoudien devint dès lors un des piliers de l'impé-

Arabie saoudite : les ambitions régionales d'un pilier de l'impérialisme



Après un bombardement de la capitale du Yémen, Sanaa, par l'Arabie saoudite, le 12 juillet 2015.

ALMIGDAD MOJALLI VOA

rialisme. Il était cependant en concurrence avec l'Iran, alors sous la dictature du chah. Avec le renversement de celui-ci en 1979, l'Arabie saoudite put aspirer à la place de première puissance au Moyen-Orient, Israël mis à part.

C'est précisément cette position qui lui sembla menacée par l'accord sur le nucléaire signé le 14 juillet 2015 entre les ministres des Affaires étrangères américain, britannique, français, allemand, russe et chinois, et leur homologue iranien. Il permettait la levée d'une grande partie des sanctions internationales contre Téhéran. Mais surtout l'impérialisme américain montrait par là sa volonté de réintégrer l'Iran dans le jeu diplomatique. Cela ne pouvait qu'alimenter la crainte du régime saoudien de devoir partager son influence régionale avec l'Iran, politiquement, mais aussi économiquement. La fin des sanctions commerciales contre l'Iran pouvait se traduire par une augmentation conséquente des exportations de pétrole iranien vers l'Ouest, un coup dur pour l'économie saoudienne.

Trump, après avoir multiplié durant sa campagne électorale en 2016 les déclarations accusant Riyad d'être « *le plus gros bailleur de fonds du terrorisme* », agit une fois élu comme ses prédécesseurs, selon les intérêts de l'impérialisme. En mai 2017, il choisit Riyad pour sa première visite officielle à l'étranger. Il déclara à cette occasion que l'administration américaine soutenait sans réserve le régime saoudien tout en appelant à un changement de régime en Iran et annonça un contrat de 110 milliards de dollars de ventes d'armes. Fort de ce soutien, le roi Salmane, et surtout son fils Mohamed ben Salmane, prince héritier depuis juin 2017 qui tient les commandes du pouvoir, se sont sentis confortés dans une poli-

tique plus agressive vis-à-vis de tous ceux qui, dans la zone d'influence saoudienne, pouvaient chercher un appui du côté iranien. Il s'agissait de rappeler qui est le patron dans la région.

Le 5 juin 2017, ils rompirent ainsi les relations avec le Qatar, accusé de participation à des opérations de déstabilisation aux côtés de l'Iran et de soutien au terrorisme, accusation qui ne manque pas de sel venant d'un régime qui n'a cessé d'aider les groupes djihadistes directement, et indirectement. « *Les donateurs privés en Arabie saoudite demeurent la principale source mondiale de financement des groupes terroristes sunnites* », précisait une note des diplomates américains à Riyad rendue publique par Wikileaks en 2009.

Les vraies raisons de la contrariété saoudienne se trouvent ailleurs. Le Qatar appartient, avec le Koweït, le sultanat d'Oman, Bahreïn, et les Émirats arabes unis, au Conseil de coopération du Golfe (CCG), créé en 1981 à l'initiative de l'Arabie saoudite qui considère ces pétromonarchies comme son pré carré. Le fait que le Qatar et l'Iran s'accordent pour l'exploitation du plus grand gisement de gaz naturel au monde, situé entre les eaux territoriales iraniennes et qataries du golfe Persique, est un vieux sujet de discorde. Mais à celui-ci s'ajoutent les projets de la monarchie qatarie concernant la reconstruction de la Syrie, qu'elle envisage de financer en collaboration avec la Turquie, sans parler du projet de pipeline qui relierait la Méditerranée au golfe Persique.

Le pouvoir saoudien veut régner en maître vis-à-vis des pétromonarchies du Golfe, mais aussi, plus largement, vis-à-vis des pays de sa zone d'influence au Moyen-Orient, tel le Liban. Cette préoccupation explique la rocambolesque convocation du Premier ministre libanais Saad

Hariri, le 4 novembre 2017. En orchestrant la démission de ce dernier, annoncée depuis Riyad, Mohamed ben Salmane cherchait à déstabiliser le pouvoir libanais qui, à ses yeux, fait la part trop belle au Hezbollah. Ce parti est lié à l'Iran, mais a conclu un accord de gouvernement avec le mouvement de Hariri.

LE YÉMEN, CHASSE GARDÉE DE L'ARABIE SAOUDITE

La décision prise par l'Arabie saoudite de déclencher la guerre au Yémen en 2015 a été tout autant motivée par cette obsession de contrôler les pays de sa zone d'influence. Du fait de sa position géographique, le Yémen contrôle le détroit de Bab el-Mandeb par lequel transite le quart du pétrole mondial et 10% du commerce maritime international. Sa frontière avec l'Arabie saoudite s'étire sur 1770 kilomètres. Ce pays de 26 millions d'habitants a toujours été considéré par le royaume saoudien comme sa chasse gardée.

Après la Première Guerre mondiale et le démantèlement de l'Empire ottoman, le nord du Yémen fut revendiqué par l'Arabie saoudite nouvellement formée ; en vain. Avec les accords de Taëf en 1934, l'État saoudien parvint à récupérer une portion du territoire yéménite, les provinces de l'Asir, de Jazan et de Najran. Mais la partie nord du Yémen devint un royaume indépendant dirigé par un imam et lui échappa.

Dès lors les ingérences de l'Arabie saoudite dans la politique intérieure yéménite ne cessèrent pas. Au nord, elle soutint les royalistes, qui furent balayés le 26 septembre 1962 par une révolution menée par un groupe d'officiers influencés par les idées nationalistes arabes et le nassérisme. Ceux-ci, s'appuyant sur le mécon-

tentement populaire, proclamèrent la république. L'imam Badr, chassé du pouvoir, tenta durant plusieurs années de guerre civile de restaurer son régime par les armes. Soutenu par l'Arabie saoudite et armé par la Grande-Bretagne, il fut près d'y parvenir fin 1967, lorsqu'il assiégea Sanaa durant quatre mois. Mais, avec l'aide du régime égyptien de Nasser, la République arabe yéménite finit par vaincre la coalition formée par les rois Saoud d'Arabie saoudite et Hussein de Jordanie. Au même moment, le sud du Yémen cessa en 1967 d'être un protectorat britannique et devint la République populaire et démocratique du Sud-Yémen (RPDY), se proclamant socialiste et tournée vers l'URSS.

Le régime saoudien continua à œuvrer en coulisse pour affaiblir ses voisins, s'appuyant sur de nombreuses tribus yéménites qui bénéficièrent de ses largesses. Outre les tribus, le développement du mouvement salafiste à compter des années 1980 fut soutenu dans le même but par des religieux saoudiens proches de la monarchie.

Le 22 mai 1990, les deux Yémen furent réunis en une seule république dirigée par Ali Abdallah Saleh, qui était déjà au pouvoir dans la partie nord depuis 1978. Le Sud entraînait ainsi dans l'économie de marché.

En 1990, la décision de Saleh de rester neutre face à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein entraîna aussitôt des mesures de rétorsion. Huit cent mille Yéménites travaillant en Arabie saoudite furent renvoyés chez eux, ce qui entraîna pour le Yémen de graves difficultés sur le plan économique et social. Dans le même temps, l'aide américaine fut interrompue.

Trois ans plus tard, le Yémen implosait de nouveau. Les dirigeants sudistes soutenus par des militaires de l'ex-RPDY tentèrent une sécession. Les privatisations de terres et d'en-

treprises ayant suivi l'unification avaient très largement bénéficié aux grandes familles du Nord, en particulier au clan du président Saleh, répandant un sentiment d'injustice.

Là encore l'Arabie saoudite intervint en sous-main, envoyant combattre des milices salafistes. Après des combats acharnés, la tentative de sécession fut matée en 1994 par l'ancienne armée du Nord, et Saleh conserva le pouvoir pour lui seul. La guerre reprit en 2004 dans la région de Saada, opposant le pouvoir yéménite aux Houthistes, mouvement issu de tribus chiites concentrées dans le nord du pays, près de la frontière saoudienne. Elle dura six ans. Une fois de plus, le régime saoudien intervint en soutien à l'armée de Saleh, pour empêcher l'installation d'un régime qui aurait pu servir de base arrière à l'opposition chiite saoudienne. L'avènement d'un régime houthiste pourrait en effet menacer la stabilité politique de la monarchie, mais aussi sa rente pétrolière, l'essentiel des réserves saoudiennes étant concentré dans la partie où vit la minorité chiite.

LA CONTINUATION D'UNE GUERRE DÉSASTREUSE POUR LA POPULATION

Lorsqu'en 2011 les mobilisations du printemps arabe éclatèrent au Yémen, contestant le pouvoir du dictateur Ali Abdallah Saleh, l'Arabie saoudite aida les États-Unis à mettre en place un pouvoir de rechange pour tenter d'éteindre l'incendie. De concert, ils placèrent en coulisse le numéro deux du précédent régime, Abd Rabbo Mansour Hadi. Le président Saleh signa le 23 novembre 2011 un accord prévoyant de lui céder le pouvoir. Le 21 février 2012, Hadi fut élu président. Mais le nouveau pouvoir fut aussitôt déstabilisé par les milices houthistes.

Après s'être rendues maîtresses du nord du pays, celles-ci arrivèrent jusqu'à la capitale, Sanaa, et finirent par s'entendre avec une partie de l'armée liée à Saleh, qu'elles avaient pourtant combattu quelques années auparavant. Finalement, elles contraignirent Hadi à se réfugier en Arabie saoudite et Saleh conserva le pouvoir.

Devant cette situation, le 26 mars 2015, le tout nouveau ministre saoudien de la Défense Mohammed ben Salmane se lança dans la guerre, officiellement en coopération avec neuf autres pays arabes, dont ceux appartenant au CCG. Il s'agissait de vaincre les Houthistes et de rétablir au pouvoir en quelques jours le président Hadi. On voit ce qu'il en est deux ans et demi plus tard. Le 2 décembre dernier, Saleh offrait une porte de sortie au pouvoir saoudien en annonçant publiquement qu'il souhaitait « *tourner la page* », rompant son alliance de circonstance avec les Houthistes. Son assassinat, deux jours plus tard, ferma cette possibilité.

Depuis, les bombardements continuent donc, le blocus imposé par l'Arabie saoudite est maintenu et la population yéménite continue de mourir sous les bombes saoudiennes fabriquées dans les pays impérialistes. Les forces saoudiennes sont en fait seules à combattre, la prétendue coalition n'ayant pas d'existence réelle. L'Égypte a finalement refusé d'envoyer des troupes au sol; le Parlement pakistanais a fini par opposer son veto à toute participation; et l'appui des autres pays est purement symbolique. Les forces américaines n'interviennent pas directement, sauf contre les positions d'al-Qaïda. Visiblement, les dirigeants des États-Unis préfèrent laisser leur allié prendre seul le risque de s'enliser, tout en lui exprimant publiquement leur soutien. Le 14 décembre, l'ambassadrice américaine à l'ONU

Nikki Haley déclara avoir des « preuves irréfutables » de l'origine iranienne du missile tiré par les Houthistes vers un aéroport saoudien. Mais ces preuves ne sont pas plus convaincantes que celles brandies dans le passé par George W. Bush pour justifier l'invasion de l'Irak, concernant la présence d'armes de destruction massive... qui ne furent jamais trouvées.

Le pouvoir de Riyad continue de dénoncer « l'agression militaire directe » de l'Iran contre l'Arabie saoudite, comme l'a fait Mohamed ben Salmane le 4 novembre dernier, et les dignitaires religieux continuent de déverser leurs invectives contre les « chiites hérétiques ». Le Yémen n'est cependant pas une priorité pour l'Iran.

L'INSTABILITÉ DU RÉGIME SAOUDIEN

« Le vrai danger pour les autorités saoudiennes [...] ce n'est pas l'Iran ou le terrorisme. C'est plutôt l'aspiration à de vraies réformes politiques, sociales, économiques et culturelles conduisant à une bonne gouvernance, au développement, à l'éradication des magouilles et de la corruption », écrivait dans son blog l'homme d'affaires saoudien Türki Fayçal al-Rachid (*Le Monde*, 4 janvier 2013).

L'Arabie saoudite dispose du quart des réserves mondiales de pétrole et le coût d'extraction y est le moins onéreux. Le pétrole fait la richesse du pays, mais aussi sa fragilité, car son budget dépend à 90 % des ventes d'hydrocarbures à l'exportation. Depuis juin 2014, il est atteint par la chute des cours. Le prix du baril est par exemple passé en dix-huit mois de 114 dollars à moins de 30 dollars en janvier 2016, alors que le royaume augmentait ses dépenses publiques.

La très grosse partie de ces dépenses est consacrée à l'ar-

mement. Avec la guerre menée au Yémen, celles-ci ne risquent pas de diminuer. La monarchie saoudienne a consacré près de 90 milliards de dollars à sa défense, ce qui représente le troisième budget mondial dans ce domaine, derrière les États-Unis et la Chine, mais devant la Russie.

Selon l'organisation Human Rights Watch, les États-Unis auraient vendu à l'Arabie saoudite pour 7,8 milliards de dollars d'armes entre mai et septembre 2015. En mars 2015, le gouvernement britannique a accepté de livrer au pays des fournitures militaires pour 2,8 milliards de livres sterling. La France n'est pas en reste. La monarchie saoudienne est son premier client en matière d'armement. Selon le rapport au Parlement de 2016 sur les exportations d'armements, sur la période 2006-2015, l'Arabie saoudite a été le premier client de la France dans ce domaine, devant le Qatar, l'Égypte, le Brésil et l'Inde, le montant des contrats d'armement s'élevant à 12 milliards d'euros.

Jusqu'à présent, une certaine paix sociale régnait, du haut en bas de l'échelle sociale, achetée en quelque sorte à coups de dollars issus de l'or noir. Une partie de la rente pétrolière a aussi pu garantir la fidélité des milliers de princes de la famille royale, et de leur clientèle. Les « salaires » ainsi versés coûteraient à eux seuls 2 milliards de dollars chaque année, soit 5 % des dépenses publiques du royaume. Les pétrodollars ont également permis d'embaucher des milliers de fonctionnaires, de subventionner le prix de l'essence, de l'eau, de l'électricité des ménages et de se reposer sur une main-d'œuvre étrangère bon marché occupant l'essentiel de l'emploi privé. Sur les 18 millions d'actifs d'une population estimée à 26 millions, une moitié est composée de travailleurs immigrés.

À cela s'ajoutent bien d'autres cadeaux, le clientélisme étant le mode de fonctionnement du royaume.

Mais dans les bidonvilles de la capitale vivent des populations défavorisées que la redistribution de la rente pétrolière n'a pas touchées. Ces quartiers pauvres ne bénéficient pas des services publics de base. Vingt pour cent de la population saoudienne vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le chômage est un fléau, qui touche 12 % de la population active selon les chiffres officiels, mais que d'autres études situent plutôt entre 20 et 30 %.

La crise liée à la baisse des revenus pétroliers oblige le pouvoir à chercher des solutions pour éviter la banqueroute et ne pas se retrouver face à des réactions de la population, tout en maintenant sa politique d'aides publiques, ses dépenses d'armement et le financement de sa politique étrangère en général.

Pour combler le déficit de 2016, le royaume s'est résolu à sa première émission de dette depuis 2007, empruntant 10 milliards de dollars aux banques JP Morgan, HSBC et Citigroup. Mohamed ben Salmane a présenté un plan, modestement appelé Vision 2030. Il consiste en un renforcement du secteur privé, entre autres par une privatisation partielle de l'Aramco (Arabian American Oil Company); 5 % des actions de cette entreprise pétrolière publique auraient été mises en vente, faisant passer une partie des ressources naturelles du pays sous le contrôle d'investisseurs étrangers.

Des premières mesures d'austérité touchant la population ont été décidées. Les salariés du secteur public sont désormais obligés de payer l'intégralité de leurs factures de gaz, d'eau et d'électricité. Des protestations, certes limitées aux réseaux sociaux, ont eu lieu au cours du

premier trimestre 2016 face à leur montant. Le plan Vision 2030 prévoit aussi de saoudiser l'emploi privé, ce dont il est question depuis des années. La chasse aux travailleurs immigrés qu'implique cette politique a déjà été mise en œuvre dans le passé, leur rendant la vie bien plus difficile encore, avec des amendes et des mauvais traitements de la part des policiers. Mais le pays a toujours besoin de ce prolétariat surexploité qui, pour les possédants, représente un danger permanent.

Les conséquences de l'aggravation de la crise économique pourraient en effet entraîner des réactions de la population, même dans ce régime de dictature féroce qui réprime toute velléité d'opposition par les coups de fouet et les décapitations. En 2011, au moment des révoltes du printemps arabe, le précédent roi Abdallah avait pris les devants afin d'éviter une possible contagion, avec quelques mesures exception-

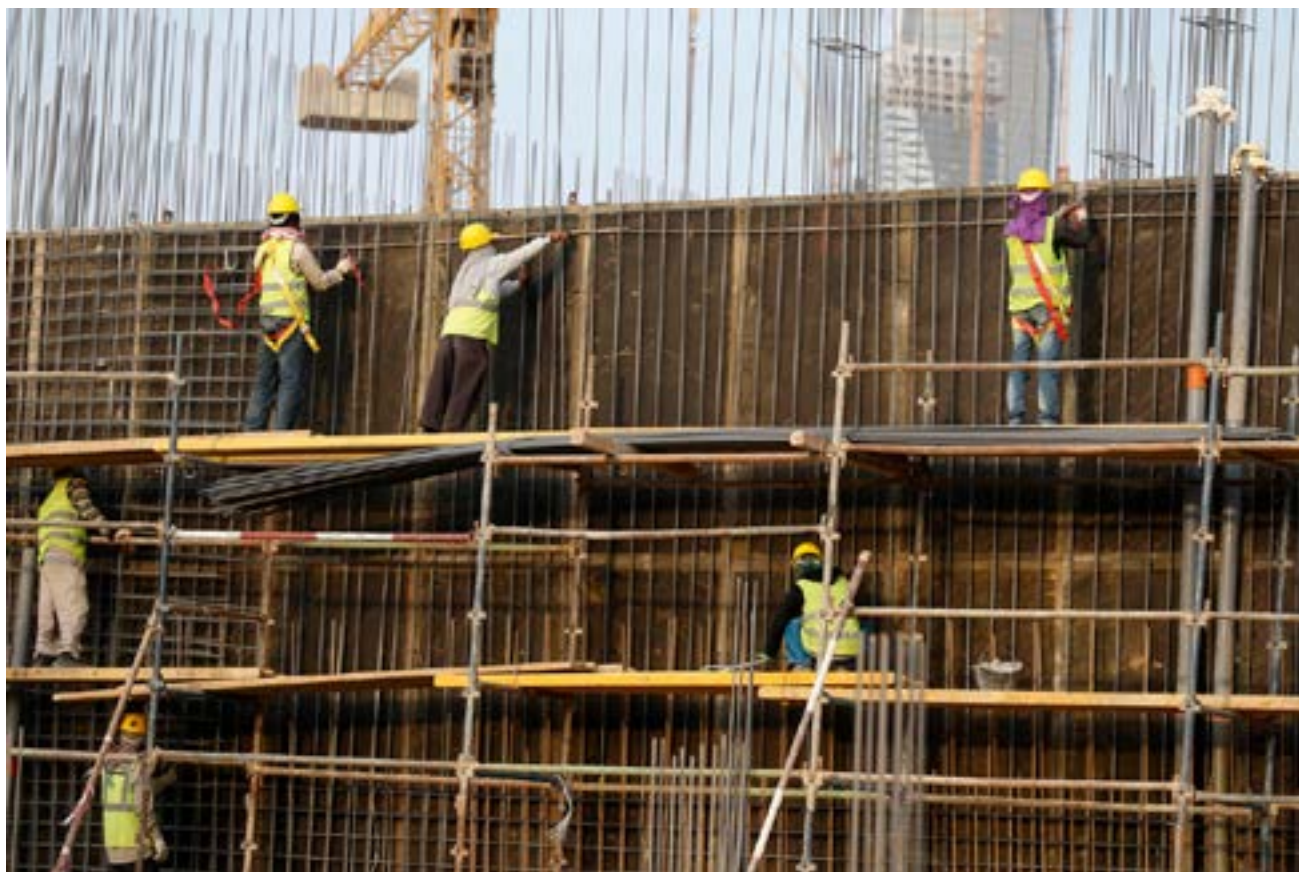
nelles : des augmentations de salaires et des allocations de chômage.

Les difficultés économiques ne sont pas les seuls problèmes pour le pouvoir. Les chiites constituent depuis des décennies un problème politique pour ce régime qui s'appuie sur une hiérarchie religieuse se revendiquant du wahhabisme, un courant musulman sunnite particulièrement rétrograde. Ils représentent 10% de la population active et résident principalement dans les provinces de l'Est, le Hassa et la région de Qatif, dont la valeur stratégique est cruciale car elles recèlent toutes les ressources naturelles de l'Arabie saoudite. C'est une population pauvre, et les chiites n'occupent aucun poste supérieur dans l'administration, l'armée ou les forces de sécurité. Seule l'Aramco, qui détient le monopole de l'exploitation pétrolière, emploie près de 40% de chiites.

Cette population s'est révol-

tée à bien des reprises, comme lors des émeutes à Qatif et Hofuf durant les années 1980-1981 ou encore lors des manifestations de soutien aux chiites de Barheïn au moment du printemps arabe. Elles furent à chaque fois réprimées féroce-ment. Mais le feu couve toujours sous la cendre.

L'équilibre au sommet de l'État lui-même est fragile et peut être mis en cause à chaque passation de pouvoir. Mohamed ben Salmane a le soutien et la légitimité que lui confère le fait d'être le fils du roi, du moins tant que celui-ci reste vivant. Il a entrepris diverses manœuvres afin de consolider son pouvoir, telles l'éviction en juin 2017 de Mohamed ben Nayef, le précédent tenant du titre de prince héritier, ou encore, les 4 et 5 novembre derniers, l'arrestation de dizaines de princes, de ministres et d'hommes d'affaires, accusés de corruption. Mais il n'est pas sûr que cela suffise.



FAISAL AL NASSER / REUTERS

Des travailleurs indiens à Riyad en décembre 2014.

Le prince héritier tente aussi de se donner une image moderniste en adoptant quelques mesures telles l'autorisation pour les femmes de conduire ou l'ouverture de salles de cinéma. Cette monarchie d'un autre âge n'en continue évidemment pas moins de maintenir les femmes dans l'oppression – l'adultère est toujours puni de mort –, de régir la vie de la population par le biais de sa police des mœurs, les Mutawwa, et d'étouffer la moindre contestation. De simples blogs peuvent valoir des condamnations à des années de prison, voire à la condamnation à mort par décapitation.

En 2014, un décret royal a défini le terrorisme comme étant « toute action [...] visant à nuire à l'ordre public ou perturbant la sécurité de la société ou la continuité de l'État [...] ou insultant la réputation et l'honneur de l'État ». Selon une ordonnance du ministre de l'Intérieur de la même année, sont considérés comme des actes terroristes « le fait de propager l'athéisme », ou encore de « soutenir, rejoindre ou sympathiser avec toute organisation, groupement, mouvement, rassemblement ou parti politique ». Le régime tient à inspirer la peur pour museler toute opposition.

UN GENDARME PRIVILÉGIÉ DE L'IMPÉRIALISME

Ce caractère de dictature féroce ne dérange pas les dirigeants impérialistes des États-Unis, de Grande-Bretagne ou de France, aux grandes prétentions démocratiques. L'Arabie saoudite a même été réélue au Conseil des droits de l'homme de l'ONU le 28 octobre 2016. Ce régime, sans doute le plus réactionnaire d'une région qui en

compte plusieurs autres, s'est en effet imposé comme le principal défenseur, Israël mis à part, des intérêts des États-Unis en général et de leurs firmes pétrolières en particulier. La liste des services rendus est longue.

Dans les années 1950, l'Arabie saoudite servit de rempart face à la menace du panarabisme et à l'apparition de régimes d'inspiration nassérienne, alliés à l'Union soviétique. Elle fut dans les années 1970, tout comme l'Iran du chah, un pilier de la sécurité régionale; les dépenses militaires des États-Unis en faveur du royaume passèrent de 16 millions de dollars en 1970 à 312 millions en 1972. Le régime fut encore un appui face à l'Irak de Saddam Hussein lors de la guerre du Golfe de 1991. Les oulémas saoudiens autorisèrent même par une fatwa les troupes américaines à stationner en Arabie avant de se rendre au Koweït. L'Arabie saoudite a aussi aidé les États-Unis en finançant les talibans afghans dans les années 1980. Ces derniers n'eurent pas l'utilité espérée par les dirigeants américains, qui pensaient les voir mettre fin à la situation d'anarchie consécutive au retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan en 1988-1989. Mais ils n'auraient pas pu s'imposer sans le soutien saoudien et pakistanais. De même, la guerre de l'Arabie saoudite au Yémen s'est menée avec l'accord et le soutien actif des dirigeants américains. Mais la loyauté du régime envers l'impérialisme a un prix que paient depuis des décennies les populations du Moyen-Orient.

LES PYROMANES

À la faveur de la guerre, à côté des milices houthistes, di-

vers groupes djihadistes ont surgi ou se sont renforcés au Yémen, dont la branche d'al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) et l'État islamique. En avril 2015, le chaos régnant a permis à al-Qaïda de prendre le contrôle de Moukalla, cinquième ville du pays, avant d'y exercer le pouvoir pendant une année en s'alliant avec des tribus.

Cette expansion djihadiste n'a pas été freinée par l'augmentation du nombre d'attaques de drones américains ou les raids des forces spéciales lancés depuis l'arrivée de Trump au pouvoir, bien au contraire. Le Yémen pourrait devenir une base de repli pour les djihadistes étrangers. Mais, si le conflit se poursuit et s'aggrave, il pourrait également, au contraire, aussi entraîner la dispersion des djihadistes yéménites dans la région ou au-delà, comme cela s'est produit à la suite de l'intervention impérialiste en Libye.

La désagrégation de l'État, l'aggravation de la misère dans un pays déjà parmi les plus pauvres du monde, les bombardements, le désespoir engendré par cette situation, enfoncent le Yémen dans le chaos et sont sans doute le meilleur recruteur pour ces milices. Cette évolution dramatique a déjà été vue en Irak, en Syrie, et au-delà. Les pyromanes impérialistes, en se servant de pyromanes régionaux, provoquent un incendie qui gagne de proche en proche. Pour maintenir leur domination économique et sociale, les grandes puissances s'appuient sur une dictature sanglante qui contribue à enfoncer toute une région du monde dans la barbarie.

4 janvier 2018



Afrique du Sud: l'État capitaliste accaparé... par les capitalistes

Depuis son élection à la présidence de la République sud-africaine, en 2009, Jacob Zuma a présidé un régime de plus en plus corrompu et haï de la population pauvre. Le 18 décembre dernier, Zuma a été remplacé à la tête du Congrès national africain (ANC) par Cyril Ramaphosa, un ancien dirigeant syndical devenu la deuxième fortune du pays. Et sans doute Ramaphosa remplacera-t-il également Zuma à la présidence du pays, à l'occasion de l'élection présidentielle prévue pour 2019. Ainsi sera symboliquement parachevée l'ascension au pouvoir de cette nouvelle bourgeoisie noire qui s'est développée, autour de l'ANC et des organisations politiques et syndicales qui lui sont liées, en parasitant les ressources étatiques et le travail de la classe ouvrière noire dont la mobilisation avait réussi à imposer la fin de l'apartheid.

L'article ci-dessous a été publié par nos camarades britanniques de *Workers' Fight* (*Class Struggle* n° 110, automne 2017) avant l'élection de Cyril Ramaphosa à la tête de l'ANC. Il fait le bilan de la corruption des huit années de la présidence de Zuma, ce que bien des banderoles de manifestations ont dénoncé comme « l'accaparement » du pouvoir par Zuma et sa clique.

Jacob Zuma, le président de l'Afrique du Sud, a réussi jusqu'à maintenant à échapper à toutes les tentatives de le destituer, et il y en a eu un certain nombre. Il semble se maintenir au pouvoir par une sorte de méthode stalinienne, au sens où il s'est entouré de personnes qui dépendent de son bon vouloir et ne craignent rien plus que le contredire. Durant ses deux mandats, il a procédé à onze remaniements ministériels. Il vient de se débarrasser de son complice, Blade Nzimande, secrétaire général du Parti communiste sud-africain (SACP), qui avait été ministre de l'Enseignement supérieur et de la formation. Une alliance tripartite, composée de l'ANC, du SACP et de la Confédération des syndicats (Cosatu), gouverne l'Afrique du Sud.

La principale préoccupation de ces gens-là est ce que tout



Cyril Ramaphosa et Jacob Zuma.

le monde appelle la capture de l'État, c'est-à-dire « l'influence inacceptable » exercée sur Zuma par les Gupta, un clan d'affairistes présent dans les mines, les chemins de fer, l'armement ou encore les médias. Zuma fait face à des poursuites pour corruption.

Cette histoire à épisodes,

où sont également impliqués des cabinets de consultants internationaux, a fait les choux gras des médias depuis plusieurs mois, et pas seulement en Afrique du Sud. Le scandale a également concerné l'entreprise britannique de communication Bell Pottinger. Les transactions de cette entreprise

avec les Gupta n'ont servi qu'à détruire la réputation de Bell Pottinger, maintenant menacé de dépôt de bilan.

Bell Pottinger avait affirmé que la meilleure tactique de Zuma pour se défendre serait de lancer une offensive contre « *le capital monopoliste blanc* » et de prétendre que ce dernier est la cause de tous les maux du pays. Et comme il y a une part de vérité dans cette affirmation, Bell Pottinger considérait que cela suffirait pour faire diversion.

LA GRANDE DIVERSION... ET UN PEU D'HISTOIRE

Toute l'affaire Gupta constitue une tentative de détourner la classe ouvrière et les pauvres des sujets véritablement importants.

Il faut une certaine dose de naïveté pour accorder du crédit à l'idée même de capture de l'État par des individus riches qui « *influencent la politique, le système juridique et l'économie d'un pays pour que ceux-ci servent ses propres intérêts* », pour reprendre la définition de l'ONG Transparency International (« Ensemble contre la corruption »). En effet que l'État peut-il faire d'autre dans le cadre du capitalisme ? Les États capitalistes ne sont-ils pas, par définition, contrôlés par la bourgeoisie et conçus pour protéger ses intérêts contre la majorité de la population ?

L'affaire Gupta n'est donc pas une exception : que l'État soit contrôlé par une seule famille bourgeoise ou par plusieurs, cette caractéristique lui est inhérente dans un régime capitaliste. Depuis que l'État sud-africain existe, ses politiques ont été façonnées par les familles de la bourgeoisie pour leurs propres intérêts, jusqu'au système de l'apartheid lui-même. Il trouve son origine, en tant que système de ségrégation ra-

cial, dans les exigences de la Chambre des mines, organe représentant les principales familles propriétaires qui voulaient disposer d'une main-d'œuvre fiable et bon marché.

Les Oppenheimer étaient la plus importante de ces familles. Ils sont restés jusqu'en 2011 les principaux actionnaires du géant minier Anglo-American et de De Beers diamonds, société fondée en 1888 par Cecil Rhodes et Alfred Beit, et financée par la Banque Rothschild. Lors des révoltes dans les townships des années 1980, ce sont les Oppenheimer qui ont organisé des négociations entre la direction en exil du Congrès national africain (ANC) de Mandela et le gouvernement du Parti nationaliste afrikaner, afin d'aboutir à une solution dans leur intérêt propre. Et ces négociations ont commencé à mettre en place le cadre général de la « transition pacifique et démocratique » qui a débarrassé le pays de l'apartheid en 1994. On pourrait dire que les Oppenheimer avaient capturé l'État des Afrikaners nationalistes blancs, puis celui du premier président noir démocratiquement élu, Nelson Mandela.

Il semble que cette histoire soit oubliée, aujourd'hui que l'on pousse les hauts cris parce que la « nation démocratique arc-en-ciel » est capturée par les Gupta (ou les Zupta, étant donné l'existence d'intérêts croisés entre les membres de la famille Zuma et leurs bienfaiteurs).

PRÉSIDER LE PAYS LE PLUS INÉGALITAIRE DU MONDE

Entretiens, c'est l'apartheid social qui s'est imposé tandis que le capital faisait régner sa loi, de manière sanglante, comme il l'a montré en 2012 avec le massacre de 34 des mineurs en grève de Marikana, avec l'approbation de Zuma. La « réconciliation » organisée par

Nelson Mandela quand il a été élu président en 1994 n'avait pas pour but de remettre en cause le pouvoir des capitalistes. Pour le gouvernement Zuma, en place depuis 2009, le problème est que, vingt-trois ans après que le premier gouvernement à majorité noire a brandi la Charte de la liberté, qui promettait à la fois le retour de la terre au peuple et la mise en place de la prospérité pour tous, il est devenu plus difficile de justifier la pauvreté, les inégalités criantes et l'incapacité du gouvernement à satisfaire les besoins les plus élémentaires de la population.

L'ANC au pouvoir a fait émerger une économie dans laquelle 60% des richesses du pays sont détenues par 10% de la population, dont une frange modeste mais notable de membres de la bourgeoisie noire (responsables politiques, chefs d'entreprise).

L'essor d'une bourgeoisie noire a été partiellement la conséquence de la politique visant à rendre une partie du pouvoir économique aux Noirs (Black Economic Empowerment, ou BEE). Cette politique visait à corriger les injustices causées par l'apartheid tout en ne dépassant pas les limites du capitalisme, au sein desquelles les impérialistes blancs, principalement britanniques et américains, et les membres de la bourgeoisie nationale blanche possédaient effectivement tout.

Après l'abolition de l'apartheid, la loi obligea les entreprises à ouvrir leurs instances dirigeantes et conseils d'administration à des Noirs, et à leur octroyer des parts substantielles dans toutes les entreprises. Mais les principaux avantages offerts par la politique du BEE l'ont été par le biais de l'attribution préférentielle de contrats et de postes gouvernementaux. Ceux-ci furent accordés aux amis et à la famille des nouveaux dirigeants noirs, générant de nom-

breuses commissions au passage, au fur et à mesure que la corruption s'étendait. C'est ce processus qui a construit cette élite noire, petite mais très riche. Et, ironie de l'histoire, ces nouveaux riches sont issus d'une génération qui s'est battue contre l'oppression de l'apartheid, parce qu'elle avait un idéal. Mais cet idéal n'empêcha pas ces bénéficiaires de la politique BEE de n'avoir rien à redire au vol constitué par le système du profit, l'exploitation des travailleurs et l'oppression de classe. Beaucoup parmi eux, comme Zuma, ont même pris plaisir à se permettre de profiter de tout cela. Ils n'étaient ni socialistes ni communistes, même s'ils avaient ou ont encore la carte du parti.

L'Afrique du Sud compte aujourd'hui 55,9 millions d'habitants et affiche un taux de chômage officiel de 27,7%, un record depuis 2003. Et la situation s'aggrave. Rien que depuis début 2017, 75 000 emplois ont été détruits dans le secteur formel. Et 58,6% de la population vit sous le seuil de pauvreté. D'après la Banque mondiale, l'Afrique du Sud est le pays le plus inégalitaire au monde. Il n'est donc pas étonnant que la situation dans les townships pauvres et les zones d'habitation informelle se détériore au point que les blocages de route et les protestations avec pneus brûlés soient désormais considérés comme normaux. Les gens veulent des maisons en brique, avec des toilettes, des emplois, de quoi se nourrir et des vêtements, et ils sont bien conscients que Zuma et son gouvernement sont responsables de leurs difficultés persistantes.

En théorie, Zuma peut encore rester deux ans à son poste: la prochaine élection générale est prévue en 2019. Pendant ces deux ans, il va pouvoir profiter de la situation, et notam-



(Gupta), pas mon président !

ment embellir sa propriété de Nkandla, qu'il a construite avec l'argent du contribuable.

En août 2017, il a survécu à une motion de censure qui a obtenu 177 voix (dont 35 députés de son propre parti, l'ANC) contre 198. Il est probable qu'il fera de nouveau l'objet de motions de censure à l'avenir. Les partis de l'opposition le harcèlent en permanence au Parlement, et en particulier Julius Malema, son « meilleur ennemi », leader des Economic Freedom Fighters (combattants pour la liberté économique, mouvement qui se prétend marxiste-léniniste), ancien dirigeant du mouvement de jeunesse de l'ANC, qui a aidé Zuma à accéder au pouvoir et n'a pas tardé à s'en mordre les doigts.

Mais, pendant que Zuma reste en poste, dans le cadre de la préparation de la conférence du parti qui se tient en décembre 2017, ses successeurs sont mis en avant par les principales factions du parti: les loyalistes, représentés par Nkosazana Dlamini-Zuma, l'une de ses anciennes épouses et par ailleurs politicienne rouée, et Cyril Ramaphosa, actuel ad-

joint de Zuma.

Mais actuellement de nombreux anciens partisans de Zuma se retournent contre lui. C'est le cas des dirigeants de la confédération syndicale sud-africaine Cosatu, maintenant scindée. La Cosatu a même organisé une journée de protestation contre la corruption du gouvernement, le 27 septembre, avec des slogans comme « Zuma doit partir ! », « À bas les Gupta ! » et, de manière révélatrice « Cyril Ramaphosa président ! »

Cela ne pose aucun problème à ces responsables syndicaux que Ramaphosa soit un des anciens patrons de Lonmin¹, et qu'il ait sur les mains le sang des 34 mineurs grévistes massacrés à Marikana. En effet le syndicat des mineurs NUM, qui reste le plus grand syndicat affilié à la Cosatu, était contre la grève des mineurs de Marikana en 2012, et il s'est de facto placé du côté des patrons et des assassins que l'État a mis à leur disposition pour mettre fin à la grève. Ramaphosa était aussi déjà l'un des hommes les plus riches d'Afrique, avant de transférer officiellement son patrimoine à sa femme lorsqu'il

¹ Troisième producteur mondial de platine, qui possède la mine de la région de Marikana.

a commencé sa carrière politique. C'est sans aucun doute le candidat des patrons. Il n'a plus aucun lien avec le militantisme de sa jeunesse, lorsqu'il était le premier dirigeant du syndicat des mineurs, en 1987.

Mais l'ironie de cette journée de grève générale contre la corruption, du reste pas très suivie, est qu'elle était soutenue par de nombreuses entreprises, parmi lesquelles la Chambre des mines, qui a offert la journée à ses employés pour qu'ils puissent manifester ! Les amitiés corrompues de Zuma avec d'autres capitalistes auraient-elles donc purement et simplement effacé les oppositions de classe ?

Nous aborderons plus tard la politique menée par l'opposition syndicale à la Cosatu et au syndicat NUM, incarnée par le Syndicat national des métaux d'Afrique du Sud (Numsa) et la Fédération sud-africaine des syndicats (Saftu), nouvelle fédération créée début 2017. Pour le moment, contentons-nous de souligner que cette opposition syndicale a systématiquement évité de participer à la journée d'action appelée par la Cosatu.

Le syndicat des mineurs Amcu (Association of Mineworkers and Construction Union), qui a été créé à la suite de la trahison des mineurs par la NUM, a également boycotté la journée d'action de la Cosatu.

LA VULNÉRABILITÉ DE ZUMA

Zuma a de plus en plus inquiété le capital monopoliste blanc (et par conséquent la nouvelle bourgeoisie noire) pendant son mandat : en effet, à la suite du remaniement ministériel d'avril 2017, écartant le ministre des Finances et vétéran de l'ANC Pravin Gordhan, les agences de notation Standard and Poor (S & P) et Fitch ont abaissé la note de la dette sou-

veraine du pays au niveau spéculatif. Or ce remaniement aurait été demandé par la famille Gupta, dont Gordhan avait critiqué l'influence sur Zuma.

En fait, si quelque chose peut pousser Zuma dehors avant la fin de son mandat, c'est ce type de décision irréfléchie, qui nuit gravement aux intérêts généraux de la bourgeoisie.

Cela dit, si la bourgeoisie dans son ensemble peut fort bien ne pas apprécier ni contrôler ce que Zuma dit ou fait, elle est disposée à faire avec, tant que la paix sociale et donc la réalisation du profit ne sont pas trop perturbées.

Par le passé, ceux qui ont dépassé ces limites l'ont payé. Il suffit de penser au président Thabo Mbeki, contraint de démissionner en 2007 à la suite de manoeuvres politiques impliquant les directions du SACP et de Cosatu. Mbeki avait en effet nié la gravité du virus du sida, alors même que le pays présentait le taux de contamination le plus élevé au monde, et qu'il était en augmentation. Cela dépassait les limites autorisées par la bourgeoisie, car l'épidémie risquait de décimer la population capable de travailler. Ce fut l'une des raisons qui amenèrent la bourgeoisie à finalement accepter le départ de Mbeki (mais pas avant que 20% de la population soit infectée), préparant l'ascension de Zuma.

Reste à savoir si la bourgeoisie peut attendre jusqu'à 2019, ou si elle va tenter de se débarrasser de Zuma ou de réduire son influence lors de la conférence de l'ANC en décembre 2017. Si Zuma devait connaître le même destin que Mbeki, ce ne serait, là encore qu'un juste retour des choses. Mais il y a bien pire : c'est le nombre d'assassinats politiques qui ont été perpétrés durant le mandat de Zuma. Trois militants de la Fédération des travailleurs de la métallurgie, Numsa, ont été

tués en 2014 parce qu'ils s'opposaient à la Cosatu pro-Zuma. De nombreux candidats opposants à l'ANC aux élections locales de 2016 l'ont également été. En tout, 45 conseillers municipaux ont été assassinés en raison de positions anti-Zuma ou anticorruption. Sindiso Magaqa, ancien responsable des jeunes de l'ANC, a été tué en septembre 2017, parce qu'il aurait détenu des documents qui auraient rendu publique la corruption dans une municipalité.

OÙ EN EST LA LUTTE DE CLASSE ?

L'Afrique du Sud demeure l'un des pays les plus prospères du continent : son PIB par habitant atteint 5 261 dollars, soit plus que ceux du Nigeria (2 211 dollars) et de l'Égypte (3 685). Mais tous les pays africains voient leur situation se dégrader, du fait de l'impact différé de la récession financière mondiale.

Le recul de l'économie sud-africaine entraîne celui de la lutte de classe, qui s'exprime désormais moins par des grèves organisées par les syndicats, souvent de manière assez bureaucratique, que par des protestations et manifestations lancées par des travailleurs non organisés. Les townships et zones d'habitation informelle continuent d'être les lieux de protestations fréquentes sur l'absence de services publics, la dégradation des logements, la corruption régissant leur attribution, etc., et la police répond souvent à ces protestations par la violence. Il y a peu, lors de manifestations de pêcheurs à Hout Bay, au Cap, contre la réduction de leur quota de pêche de homards, la police a tué un adolescent en lui tirant à bout portant une balle en caoutchouc dans la bouche.

Mais, malgré cette situation défavorable, la classe ouvrière

sud-africaine conserve sa combativité. Aujourd'hui, peut-être à la suite de la scission au sein du mouvement syndical et du fait que ses chefs sont surtout préoccupés par leurs propres intérêts et leurs rivalités, le nombre de grèves sauvages et illégales ou, comme on dit en Afrique du Sud, non protégées (par la loi) a augmenté par rapport aux grèves protégées.

Un rapport recense 122 grèves en 2016, soit 10% de plus qu'en 2015, mais avec un nombre de grévistes au plus bas depuis 2013. Il y a eu moins de grèves dans l'industrie. Les principaux mouvements se sont déroulés dans les mines et les services publics (comme la collecte des déchets ou l'enseignement). Pas moins de 59% de ces mouvements étaient sauvages et illégaux, et selon les auteurs de ce rapport, il s'agit là d'une tendance observée depuis les grèves de Marikana en 2012.

Chose assez inhabituelle aujourd'hui, ce rapport manifeste de la sympathie vis-à-vis des travailleurs : « *Le marché du travail sud-africain [...] est caractérisé par une inégalité élevée au sein de la force de travail. Cette inégalité peut être mesurée par l'indice de Gini, qui atteint 0,771 [la valeur 1 correspondrait au maximum possible d'inégalité]. Dans cette situation, les syndicats ont de bonnes raisons de bander leurs muscles et de revendiquer des hausses de salaire plus importantes que l'inflation, afin que les travailleurs voient leur niveau de vie s'améliorer quelque peu.* » L'augmentation de salaire moyenne obtenue par les grévistes – et les salaires ont été le principal objet des grèves – s'est élevée à 8%, c'est-à-dire plus que l'inflation officielle. Voilà peut-être une illustration de l'efficacité des grèves sauvages, illégales et violentes.

Mais le principal problème auquel la classe ouvrière est confrontée, ce sont les destruc-



Le meeting de lancement de la nouvelle confédération syndicale Saftu lancée en mars 2017.

tions d'emplois à grande échelle, notamment dans les mines, où plus de 77 000 emplois ont été supprimés entre 2012 et 2017.

L'ABSENCE D'UN PARTI DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Après la décision prise en décembre 2013 par la Numsa, la fédération syndicale de la métallurgie, de retirer son soutien à l'ANC et de construire un nouveau parti qui prendrait la place, pour les travailleurs, de l'alliance corrompue ANC-Parti communiste, le processus s'est pour ainsi dire arrêté. C'est en grande partie dû à l'exclusion de la Numsa de la Cosatu : elle a dû chercher d'autres sources de financement pour son importante bureaucratie. Et en 2015, Zwelinzima Vavi, qui était considéré comme un soutien de la Numsa, a été lui aussi exclu de la Cosatu, qu'il avait dirigée depuis 1999. Comme de nombreux syndicats et militants sympathisaient avec les positions de la Numsa et de Vavi, les conditions étaient réunies pour mettre en place une nouvelle fédération syndicale face à la Cosatu.

Ainsi, en mars 2017, la Saftu a finalement été créée. Elle se présente comme une alternative propre à la Cosatu. Celle-ci

est corrompue et participe au gouvernement, mais demeure la fédération la plus importante, avec 1,8 million de membres revendiqués. Zwelinzima Vavi et la Numsa, qui sont à l'origine de la Saftu, ont passé deux ans à essayer de convaincre les responsables des syndicats qui étaient opposés aux exclusions de la Cosatu de les rejoindre dans la Saftu.

La Saftu regroupe à présent 24 syndicats et un total d'environ 700 000 membres, dont quelque 340 000 sont syndiqués à la Numsa. Seize autres fédérations ont envoyé des observateurs au congrès de fondation. Il semblait aller de soi que Zwelinzima Vavi serait élu chef de la nouvelle centrale.

Mais une autre fédération syndicale, appelée Nactu, avait été construite, comme la Cosatu, au milieu des années 1980, avec notamment comme but de promouvoir la conscience noire et panafricaniste. Ce syndicat existe toujours et revendique aujourd'hui 21 fédérations et 390 000 membres.

Parmi les fédérations affiliées à la Nactu, il y a notamment l'Amcu, fondée en 2001, qui se targue maintenant d'avoir 200 000 membres et est arrivée sur le devant de la scène en 2012, à l'époque de la grève de Marikana, lorsqu'elle

s'est opposée au NUM (syndicat des mineurs affilié à Cosatu), qui s'opposait à la grève. Mais le dernier congrès de la Nactu a été le théâtre de contestations violentes sur les cotisations des syndicats affiliés, si bien que le statut de l'Amcu n'est pas clarifié. Toutes ces querelles internes entre factions, entre autres sur des questions financières, qui font aussi partie du mode de fonctionnement de la Numsa et de la Saftu, contribuent à détourner les travailleurs des problèmes réels de la classe ouvrière. Cela n'augure rien de bon pour l'avenir de ces organisations ni pour les projets de celles qui, comme la Numsa, veulent créer un parti de la classe ouvrière.

Le nombre total des membres de la Cosatu est sans doute plus proche du 1,2 million que du 1,8 million annoncés. Et l'hémorragie continue, à la fois à cause de son caractère corrompu, de son soutien à la politique du gouvernement de Zuma et des énormes destructions d'emplois subies du fait de l'aggravation de la crise économique. La Cosatu a déjà perdu des milliers de membres dans les mines, qui ont rejoint l'Amcu avant même le massacre de Marikana.

La Cosatu n'a pas changé sa position officielle sur ce massacre (elle continue de soutenir la version de la police et du gouvernement), et elle continuera d'en subir les conséquences. Ironie de l'histoire, cette position était défendue à l'époque par nul autre que Zwelinzima Vavi lui-même ! Celui-ci et Patrick Craven, porte-parole du syndicat (qui l'a suivi à la Saftu), prétendaient que les mineurs avaient tiré sur la police et qu'il ne s'agissait donc pas d'un massacre planifié commis de sang-froid. Ces deux individus étaient alors impliqués dans la lutte à mort menée contre l'Amcu. Vavi, accompagné d'un groupe de responsables du syndicat de mineurs de Cosatu,

NUM, avait été envoyé à Rustenburg (capitale de la province où se trouve Marikana) pour « récupérer Lonmin » ! Dans le même temps, Lesiba Seshoka, porte-parole du NUM, traitait les grévistes de criminels et demandait que des renforts de police soient envoyés sur place.

On peut certes changer d'avis. On peut même changer de personnalité. Il suffit de penser à Cyril Ramaphosa, premier responsable syndical des mineurs, qui s'est métamorphosé en propriétaire de mines à présent millionnaire aspirant à devenir président du pays à la place de Zuma. En revanche, il est assez peu probable que Vavi ait fait le chemin inverse, cessant d'être un briseur de grève pour militer désormais pour les droits des travailleurs.

L'ABSENCE D'UNE POLITIQUE DE CLASSE

Il est significatif que les statuts et le projet de charte de la Saftu ne mentionnent pas la nécessité de lutter contre le capitalisme, mais seulement contre l'élite mondialisée et la bête noire préférée de ses fondateurs, le néolibéralisme.

Autrement dit, la Saftu n'est rien d'autre qu'une nouvelle version de la Cosatu. Elle prétend être d'ores et déjà l'incarnation de l'unité nécessaire de la classe ouvrière, et être en mesure d'apporter encore davantage d'unité entre les travailleurs organisés (et ayant un emploi) et ce qu'elle appelle le précaire, c'est-à-dire les millions de travailleurs qui vivent dans la précarité dans les townships officiels et les zones d'habitation informelle.

Dans le préambule de son projet de charte, la Saftu affirme que « la classe ouvrière et les pauvres sont à nouveau forcés de payer le prix de l'avidité

et des erreurs de gestion de l'économie mondiale par les élites nationales et mondiales » et que « l'adoption d'une orthodoxie néolibérale dans le monde entier est pratiquement achevée ». Le principal problème, d'après les auteurs de ce texte, c'est que les gouvernements n'osent pas s'opposer aux élites. Mais, heureusement pour eux, il y a une solution : il suffit d'élire un nouveau gouvernement qui rejettera le néolibéralisme et réintroduira les bonnes politiques sociales. Si l'on en croit les auteurs de la charte, le capitalisme national n'est plus l'ennemi de la classe ouvrière et il n'est donc pas nécessaire de le mentionner, ou au moins pas en Afrique du Sud.

Les responsables de la Saftu aspirent à l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement qui mettrait en œuvre la charte de la liberté (Freedom Charter), plateforme vaguement réformiste mais surtout nationaliste conçue par l'ANC en 1955 !

Que conclure, si ce n'est que la classe ouvrière sud-africaine a encore une longue route devant elle avant de pouvoir construire l'organisation dont elle a besoin pour s'émanciper ? Elle pourrait certes avancer plus vite s'il existait une direction décidée à se battre en construisant sur les initiatives dont les travailleurs ont fait preuve après le massacre de Marikana, lorsque des grèves organisées collectivement se sont propagées à travers les régions minières, non pas sous le contrôle des responsables syndicaux mais sous celui des travailleurs eux-mêmes. Ces mouvements ont montré ce que les travailleurs pourraient faire s'ils étaient effectivement organisés au sein de leur propre parti, non pas seulement un parti des travailleurs, mais un parti révolutionnaire des travailleurs.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe : ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ? (n° 101, 27 janvier 2006)

RÉVOLUTION RUSSE

POUR CHANGER LE MONDE, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR

- Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 à la Mutualité (n° 150)

- L'industrie d'armement et l'impérialisme (n° 151, 17 novembre 2017).



- Plus de 50 ans après les indépendances, l'Afrique sous le joug de l'impérialisme français (n° 149, 27 janvier 2017)

IDÉES/HISTOIRE

- États-Unis : les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)
- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales » ? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918 : la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kéralisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance : faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant cinq timbres à 0,80 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe*?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons²

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

Tabac-Presse Le Marigny
47, rue des arènes

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



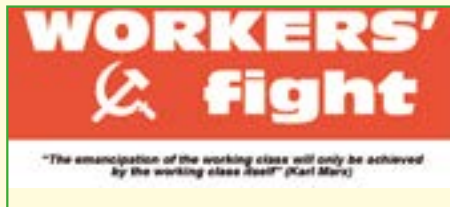
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



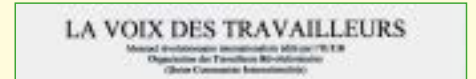
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>